

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[2019/204117]

Sélections comparatives francophones d'accès au niveau A (3^e série) pour le Service fédéral des Pensions. — Numéros de sélection : BFG19110 - BFG19111 - BFG19112 - BFG19113

- Attachés service des pensions - bureaux d'Arlon et de Liège (BFG19110)
- Attachés service des pensions - expertise BCI (BFG19111)
- Attachés service des pensions - Centre de Contact et estimations (BFG19112)
- Attachés Gestionnaire de connaissances - Droits de pension (BFG19113)

Les collaborateurs rentrant dans les conditions pour postuler sont avertis par leur service du personnel qui met à leur disposition les descriptions de fonctions (reprenant le contenu de la fonction, les conditions de participation, la procédure de sélection,...).

Ils peuvent poser leur candidature jusqu'au 2/10/2019.

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats peuvent s'adresser à leur service du personnel.

La liste de lauréats valable 2 ans, sera établie après la sélection.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[2019/204117]

Vergelijkende Nederlandstalige selecties voor bevordering naar niveau A (reeks 3), voor de Federale Pensioendienst. — Selectie-nummers: BNG19102 - BNG19103 - BNG19104

- Attaché's Pensioendienst - Expertise BCI (BNG19102)
- Attaché's Pensioendienst - Centre de Contact (BNG19103)
- Attaché's Kennisbeheerder - Droits de pension (BNG19104)

De medewerkers die voldoen aan de deelnemingsvoorwaarden om te solliciteren worden door hun personeelsdienst op de hoogte gebracht en krijgen via deze weg de functiebeschrijvingen (jobinhoud, deelnemingsvoorwaarden, selectieprocedure,...).

Solliciteren kan tot en met 2/10/2019 via www.selor.be

Voor alle bijkomende inlichtingen, kunnen de kandidaten zich richten tot hun personeelsdienst.

De lijst van laureaten is 2 jaar geldig en wordt opgemaakt na de selecties.

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[2019/204119]

Résultat de la sélection comparative de Business Analystes (m/f/x) (niveau B), francophones, pour l'Office National de l'Emploi. — Numéro de sélection : AFG19124

Ladite sélection a été clôturée le 9/08/2019.

Le nombre de lauréats s'élève à 9.

La liste est valable 1 an.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[2019/204119]

Resultaat van de vergelijkende selectie van Franstalige Business Analisten (m/v/x) (niveau B), voor Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening. — Selectienummer : AFG19124

Deze selectie werd afgesloten op 9/08/2019.

Er zijn 9 laureaten.

De lijst is 1 jaar geldig.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2019/14467]

**Direction générale Sécurité et Prévention (Cellule Football)
Circulaire relative à une approche intégrée interdisant
le matériel pyrotechnique dans tous les stades de football**

À Monsieur le Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale exerçant des compétences de l'agglomération bruxelloise,

À Messieurs les Gouverneurs de Province,

À Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

À Mesdames et Messieurs les Présidents des collèges de police,

À Mesdames et Messieurs les Chefs de corps des zones de police,

À Monsieur le Commissaire général de la police fédérale,

À Monsieur le Commissaire du Bureau DAO/Sport de la police fédérale,

À Monsieur le Président de la Commission permanente de la Police locale,

À Messieurs le Président, le CEO et le Chef de la sécurité de l'URBSFA,

À Messieurs le Président et le CEO de la Pro League,

À Mesdames et Messieurs les responsables de sécurité des clubs de divisions nationales,

Introduction

La modification légale du 3 juin 2018 a entraîné une adaptation et une modernisation de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football(1) (ci-après la « loi football » (2)). En ce qui concerne le volet relatif aux comportements des supporters, une politique cohérente et rapide en matière de verbalisation, de poursuites

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2019/14467]

**Algemene Directie Veiligheid en Preventie (Voetbalcel)
Omzendbrief aangaande een geïntegreerde aanpak
om pyrotechniek te bannen uit alle voetbalstadions**

Aan de Heer Voorzitter van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met de uitoefening van bevoegdheden van de Brusselse Agglomeratie,

Aan de Dames en Heren Provinciegouverneurs,

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Aan de Dames en Heren Voorzitters van de politiecolleges,

Aan de Dames en Heren Korpschefs van de politiezones,

Aan de Heer Commissaris-generaal van de federale politie,

Aan de Heer Commissaris van bureau DAO/Sport van de federale politie,

Aan de Heer Voorzitter van de Vaste Commissie van de lokale politie,

Aan de Heren Voorzitter, CEO en Hoofd veiligheid van de KBVB,

Aan de Heren Voorzitter en CEO van de Pro League,

Aan de Dames en Heren veiligheidsverantwoordelijken van de clubs uit de nationale afdelingen,

Inleiding

Door de wetswijziging van 3 juni 2018 werd de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden(1) (verder de voetbalwet) aangepast en gemoderniseerd(2). Wat betreft het luik supportersgedragingen heeft een consequent en snel verbaliserings-, vervolgings- en sanctioneringsbeleid ten aanzien van onruststokers

et de sanctions à l'égard des auteurs de troubles a toujours été un élément essentiel pour garantir que le football reste une fête. Fort heureusement, les délits de violence à l'intérieur et aux alentours des stades de football connaissent depuis lors une nette diminution, à l'instar de nombreux autres comportements inadéquats de la part des supporters. Bien entendu, chaque incident est un incident de trop et il revient à l'ensemble des acteurs concernés par la sécurité de rester non seulement vigilants, mais également de continuer à prendre les mesures adaptées et de rechercher des solutions innovantes.

L'utilisation de matériel pyrotechnique par des supporters dans un stade de football, dans le périmètre du stade, voire sur l'ensemble du territoire (p.ex. lors de déplacements de supporters) est explicitement interdite par la loi football. Il s'agit d'une interdiction totale pour les spectateurs sans aucune exception.

Notre pays n'échappe toutefois pas à la tendance internationale particulièrement persistante chez certains supporters qui utilisent délibérément du matériel pyrotechnique dans les stades et aux alentours. Or, cette tendance est contraire au fait que l'utilisation de feux d'artifice et d'autres types de matériel pyrotechnique par des particuliers soit de plus en plus contestée compte-tenu de la prise de conscience croissante par la société des dangers liés à leur usage. Dans de nombreuses communes, il existe une interdiction générale sur l'ensemble du territoire, qui ne concerne donc pas exclusivement les événements footballistiques (p.ex. pour les feux d'artifice utilisés par des particuliers la nuit du Nouvel An).

Les risques pour la santé et la sécurité liés à leur utilisation à proximité d'autres personnes sont indiscutables en raison de l'absence de distance de sécurité dans les tribunes d'un stade de football. En outre, ils occasionnent des dégâts matériels (p.ex. aux vêtements, à l'infrastructure ou au terrain de jeu).

Récemment, des incidents graves ont encore eu lieu lors d'une rencontre de première division nationale, quand des dizaines de supporters ont utilisé en masse des objets pyrotechniques qu'ils ont projetés sur le terrain de jeu depuis les tribunes. En conséquence, le match a dû être définitivement arrêté. Par le passé également, des supporters de clubs rivaux se sont lancés des objets pyrotechniques pouvant occasionner des dégâts importants. Ce type d'incident impacte non seulement la sécurité des supporters bien intentionnés et celle des acteurs sur le terrain de jeu mais engendre également un coût à charge de la collectivité et des répercussions négatives sur l'image du football.

Ces « supporters » enfreignent sciemment la loi dans le but d'influencer le match ou même avec l'intention de mettre autrui en danger et de troubler l'ordre public. Je ne condamnerai jamais assez ces pratiques.

La sécurité lors des rencontres de football ne relève pas uniquement de la responsabilité des autorités mais il s'agit d'une responsabilité partagée. Chacun doit y contribuer et avant tout le monde du football qui est responsable de ce qui se déroule dans les stades et de l'impact que cela peut engendrer sur la sécurité.

Le football doit rester une fête lors de laquelle la grande majorité des supporters bien intentionnés ne doivent pas craindre pour leur sécurité ou celle de leurs enfants. Les "supporters" qui ne contribuent pas à cet objectif n'ont pas de place dans un stade de football.

La présente circulaire a été rédigée à la suite des engagements pris par les représentants des principaux acteurs du monde du football lors de la table ronde ministérielle du 2 mai 2019.

L'engagement commun à mener cette lutte doit être souligné. Il s'accompagne également d'un certain nombre d'obligations. Cette circulaire présente et rappelle de nombreux éléments avec comme objectif que tout le monde contribue au maximum à la réalisation d'un plan d'action contraignant et sur mesure.

Cette nécessité va de pair avec une politique de tolérance zéro vis-à-vis des moyens pyrotechniques soutenue par le SPF Intérieur, la Police, la Pro League et l'URBSFA. La sensibilisation, l'innovation ainsi que des sanctions plus rapides et plus sévères en cas d'infraction sont essentielles.

Table des matières

Introduction

Chapitre 1. Les dangers du matériel pyrotechnique dans les stades de football

Chapitre 2. Cadre réglementaire et conventions de sécurité

2.1. Cadre européen

2.2. Règlement disciplinaire de l'UEFA

2.3. Loi football : tolérance zéro pour les supporters et obligations pour les organisateurs

2.3.1. Une convention de sécurité multidisciplinaire entre les acteurs de sécurité locaux : un outil essentiel

2.3.2. Tolérance zéro pour les supporters avec du matériel pyrotechnique

steeds een sleutelrol gespeeld om van voetbal een feest te maken. Gewelddelicten in en rond de voetbalstadions zijn inmiddels sterk teruggedrongen, net zoals talrijke andere onaangepaste supportersgedragingen. Ieder incident blijft er uiteraard één te veel en het is de verantwoordelijkheid van alle betrokken veiligheidsactoren om niet alleen waakzaam te blijven, maar ook om passende maatregelen te blijven nemen en om innovatieve oplossingen te zoeken.

Het gebruik van pyrotechniek door supporters in een voetbalstadion, in de perimeter of zelfs op het gehele grondgebied, bijvoorbeeld naar aanleiding van supportersverplaatsingen, is nadrukkelijk verboden door de voetbalwet. Het gaat om een totaalverbod voor toeschouwers waarop geen enkele uitzondering bestaat.

Ons land ontsnapt echter niet aan een internationale en zeer hardnekkige tendens waarbij sommige voetbalsupporters er toch bewust voor kiezen om pyrotechnische middelen te gebruiken in en rond de voetbalstadions. Deze trend staat nochtans volledig haaks op het feit dat het gebruik van vuurwerk en andere soorten van pyrotechnische materiaal door particulieren maatschappelijk meer en meer gecontesteerd wordt, met een toenemende bewustwording omtrent de inherente gevaren. In vele gemeenten geldt er een algemeen verbod voor het volledige grondgebied, dus niet alleen in het kader van het voetbalgebeuren maar bijvoorbeeld ook voor particulier vuurwerk tijdens de nacht van oudejaar.

De gezondheids- en veiligheidsrisico's door het gebruik ervan in de nabije omgeving van andere mensen zijn significant, des te meer omdat in de tribunes van een voetbalstadion iedere veiligheidsafstand sowieso zoek is. Tevens veroorzaakt het materiële schade aan bijvoorbeeld kledij, infrastructuur of speelveld.

Recent deden zich in de hoogste Belgische voetbalklasse nog ernstige incidenten voor, toen tientallen supporters in de tribunes massaal pyrotechnische middelen gebruikten en deze voorwerpen richting speelveld gooiden. De wedstrijd diende definitief te worden gestaakt. In het verleden viel het eveneens te betreuren dat supporters van rivaliserende clubs elkaar bestookten met dergelijke projectielen. De schade kan hoog oplopen. Niet alleen is er een impact op de goedmenende supporters en komt hun veiligheid op die van de actoren op het speelveld in het gedrang, daarnaast is er ook de kostprijs voor de maatschappij en is de imago schade voor de voetbalwereld zelf enorm.

Deze zogenaamde supporters overtreden willens en wetens de wet met de bedoeling om de wedstrijd te beïnvloeden of zelfs specifiek met de bedoeling anderen in gevaar te brengen en de openbare orde te verstoren. Deze praktijken kunnen niet genoeg worden veroordeeld.

Voetbalveiligheid is niet de verantwoordelijkheid van de overheid alleen, maar is een gedeelde verantwoordelijkheid. Het is in de eerste plaats de voetbalwereld zelf die verantwoordelijk is voor wat zich afspeelt in de stadions en de impact daarvan op de veiligheid.

Voetbal moet een feest blijven waarbij de overgrote meerderheid van goedmenende supporters niet dient te vrezen voor haar veiligheid of die van haar kinderen. Elke "supporter" die niet meewil in dit veiligheidsverhaal, heeft niet langer een plaats in een voetbalstadion.

Deze omzendbrief is tot stand gekomen door de engagementen die werden uitgesproken door vertegenwoordigers van de voornaamste actoren uit de voetbalwereld op de ministeriële rondetafelconferentie van 2 mei 2019.

Het gezamenlijk engagement om de strijd te voeren kan niet genoeg benadrukt worden. Dit hangt ook samen met een aantal plichten. In deze omzendbrief worden talrijke elementen aangereikt of in herinnering gebracht, met als doel dat iedereen maximaal bijdraagt aan de realisatie van een bindend actieplan op maat.

Deze noodzaak gaat samen met een beleid van nultolerantie ten aanzien van pyrotechnische middelen, gedragen door de FOD Binnenlandse Zaken, Politie, Pro League en de KBVB. Sensibilisering, innovatie en een strenge en snelle bestraffing bij overtredingen zijn daarbij fundamenteel.

Inhoud

Inleiding

Hoofdstuk 1. Gevaren van pyrotechniek in voetbalstadions

Hoofdstuk 2. Regelgevend kader en de veiligheidsovereenkomst

2.1. Europees kader

2.2. UEFA Disciplinary Regulations

2.3. De Voetbalwet: nultolerantie voor supporters en algemene bepalingen en verplichtingen voor de organisatoren

2.3.1. Een multidisciplinaire veiligheidsovereenkomst tussen de lokale veiligheidsactoren. Een zeer belangrijk instrument

2.3.2. Nultolerantie voor supporters met pyrotechniek

2.3.3. Tolérance zéro pour les supporters qui dissimulent leur identité

2.3.4. Une animation pyrotechnique organisée par l'organisateur et réalisée par une firme professionnelle : Une exception sous conditions

2.3.5. Règlement d'ordre intérieur (R.O.I.) des clubs de football et pouvoir de contrôle des stewards

Chapitre 3. Plan d'action pour l'interdiction du matériel pyrotechnique dans tous les stades belges

3.1. Mesures préventives préalables aux matchs, quelques bonnes pratiques

3.2. Gestion dynamique des tickets et automatisation de l'identification et du ticketing

3.3. Contrôles d'accès efficaces et autres mesures organisationnelles le jour du match :

3.4. Quel acteur de sécurité pour effectuer quelle tâche ?

3.5. Un système de vidéosurveillance performant, un must pour les identifications et un moyen de dissuasion efficace

3.6. L'exclusion civile et l'interdiction de stade comme mesure de sécurité : des instruments efficaces pour donner suite rapidement aux infractions

3.6.1. Une exclusion civile imposée par le club : une mesure efficace

3.6.2. Clubs sanctionnés par la fédération sportive coordinatrice

3.6.3. Une interdiction de stade immédiate comme mesure de sécurité imposée par les services de police

Conclusion

Chapitre 1. Les dangers du matériel pyrotechnique dans les stades de football

On entend par matériel pyrotechnique des engins contenant des substances explosives conçues pour produire de la chaleur, de la lumière, du bruit, des gaz, de la fumée ou une combinaison de ces effets par des réactions chimiques exothermiques auto-entretenues(3).

Les torches, fumigènes, pétards et autres articles ne sont plus une exception dans et autour des tribunes des stades de football. Cela concerne à la fois les premières divisions et les divisions inférieures. Ces objets peuvent être regroupés dans les catégories suivantes : artifices de joie, artifices de spectacle et artifices à usage technique et/ou de signalisation. Ces objets viennent généralement de l'étranger et sont achetés en ligne. Les articles ne mentionnent pas toujours une classification et ceux sans label CE sont illégaux dans toute l'Europe. La composition et les risques spécifiques lors de l'utilisation diffèrent grandement. Il convient toutefois de souligner qu'aucune catégorie ne peut être considérée comme sûre en cas d'utilisation dans l'enceinte du stade. C'est pourquoi, toutes les catégories sont interdites à l'intérieur ou aux alentours des stades de football.

Chacun de ces objets peut entraîner des dangers pour les supporters qui les utilisent, mais également pour d'autres spectateurs, dont les enfants, qui se trouvent à proximité ou dans les environs, ainsi que pour les joueurs et les personnes présentes près de la ligne de touche, comme les arbitres, les stewards, la presse et les ramasseurs de balles.

Il arrive aussi régulièrement que ces objets soient délibérément dirigés vers le terrain de jeu, vers les supporters adverses ou encore vers le personnel de sécurité. Dans certains cas, le matériel pyrotechnique est utilisé pour influencer le déroulement du match voire l'interrompre. Pour l'UEFA, les engins pyrotechniques constituent une priorité en matière de sécurité depuis plusieurs années. A la suite d'une étude indépendante réalisée en 2016, l'UEFA a conclu qu'aucun objet pyrotechnique ne pouvait être utilisé en toute sécurité dans les stades étant donné les risques significatifs pour la santé et la sécurité(4).

Les feux de Bengale constituent une catégorie spécifique. Il s'agit à l'origine d'artifices de signalisation destinés à envoyer des signaux en mer. La température des feux de Bengale peut rapidement atteindre 1.000 degrés Celsius ou plus, en fonction de la variante ou de la fabrication. Ils sont en outre conçus pour rester allumés en toutes circonstances. L'eau et le sable ne permettent pas de les éteindre. L'utilisation de ce type d'engins est légalement réservée aux utilisateurs professionnels et aux personnes qui ont une connaissance spécialisée en la matière.

Les risques pour la santé sont les suivants :

- des températures pouvant facilement atteindre 1000 degrés Celsius ou plus avec un risque de brûlures très graves ;
- un dégagement de fumée de substances potentiellement toxiques, pouvant occasionner des problèmes respiratoires, d'irritation, des troubles de la vision, voire de troubles cardiaques ;
- les détonations peuvent également entraîner des lésions auditives temporaires ou permanentes.

On ne connaît pas non plus clairement l'impact possible sur la santé à plus long terme en cas d'exposition intensive.

2.3.3. Nultolerantie voor supporters die hun identiteit verbergen

2.3.4. Pyrotechniek georganiseerd door de organisator en uitgevoerd door een professionele firma : een uitzondering onder voorwaarden

2.3.5. Reglement Inwendige Orde (R.I.O.) van de voetbalclubs en controlebevoegdheid van stewards.

Hoofdstuk 3. Actieplan voor het bannen van pyrotechnische middelen uit alle Belgische voetbalstadions

3.1. Preventieve maatregelen voorafgaandelijk aan wedstrijden, enkele goede praktijken

3.2. Een dynamisch ticketbeleid en digitalisering van identificatie en ticketing

3.3. Performante toegangscontroles en andere organisatorische maatregelen op de dag van de wedstrijd :

3.4. Welke veiligheidsactor voor welke taak ?

3.5. Een performant camerasysteem. Een must voor identificaties en een efficiënt afschrikmiddel

3.6 De burgerrechtelijke uitsluiting en het stadionverbod als beveiligingsmaatregel als effectieve instrumenten om kort op de bal gevolg te geven aan inbreuken.

3.6.1. Burgerrechtelijke uitsluiting opgelegd door de club. Een effectieve maatregel

3.6.2. Sanctioneren van de clubs door de overkoepelende sportbond

3.6.3 Een onmiddellijk stadionverbod als beveiligingsmaatregel opgelegd door de politiediensten

Slot

Hoofdstuk 1. Gevaren van pyrotechniek in voetbalstadions

Onder pyrotechnische middelen worden verstaan, die artikelen die explosieve stoffen bevatten die tot doel hebben warmte, licht, geluid, gas of rook, dan wel een combinatie van dergelijke verschijnselen, te produceren door zichzelf onderhoudende exotherme chemische reacties.(3)

Vuurfakkels, rookbommen, knalbommen en andere zijn helemaal geen uitzondering meer in en rond de tribunes van de voetbalstadions, zowel in de hoogste categorieën, alsook in de lagere reeksen van het voetbal. Deze voorwerpen worden onderverdeeld in de categorieën feestvuurwerk, spektakelvuurwerk en vuurwerk voor technisch gebruik en/of seinvuurwerk. Deze voorwerpen komen veelal uit het buitenland via webshops en de artikelen blijken ook niet altijd een classificatie te vermelden. Artikelen zonder een CE-keurmerk zijn überhaupt altijd illegaal in geheel Europa. De samenstelling en de specifieke risico's bij het gebruik verschillen sterk. Het is echter te benadrukken dat geen enkele categorie als veilig te beschouwen is bij gebruik binnen de omheining van het stadion. Alle categorieën zijn verboden in of rond de voetbalstadions.

Het gebruik van elk van deze voorwerpen kan gevaarlijke situaties opleveren voor supporters die het gebruiken, maar ook voor andere toeschouwers, waaronder ook kinderen, die zich nabij of in de omgeving bevinden, maar ook voor de spelers en personen langs de zijlijn zoals stewards, persmensen en ballenjongens of -meisjes.

Geregeld wordt er ook met de voorwerpen gegooid. Soms moedwillig richting het speelveld, richting de supporters van de tegenpartij of zelfs richting het veiligheidspersoneel. In bepaalde gevallen worden de pyrotechnische middelen gebruikt om het verloop van de wedstrijd te beïnvloeden of om zelfs de wedstrijd te onderbreken. Voor de UEFA is pyrotechniek sinds enkele jaren een prioriteit op het vlak van veiligheid. N.a.v. een onafhankelijke studie die zij in 2016 liet uitvoeren, concludeert ze dat geen enkel pyrotechnisch voorwerp veilig kan worden gebruikt in stadions, gelet op significante gezondheids- en veiligheidsrisico's.(4)

Een specifiek type betreft het Bengaals vuur. Dit betreft van oorsprong seinvuurwerk om signalen te versturen op zee. De temperatuur van Bengaals vuur loopt al snel op tot 1.000 graden Celsius of meer, afhankelijk van de variant of de makelij. Het blijft bovendien in alle omstandigheden branden. Water en ook zand doven deze voorwerpen niet. Het gebruik van dit type voorwerpen is wettelijk voorbehouden aan professionele gebruikers en personen met gespecialiseerde kennis.

Gezondheidsrisico's:

- door de temperaturen die gemakkelijk oplopen tot 1000 graden Celsius of meer, bestaat er een risico op zeer ernstige brandwonden;
- rookontwikkeling, inclusief de mogelijke ontwikkeling van giftige stoffen, die kan leiden tot ademhalingsproblemen, geïrriteerde ogen en zelfs hartritme stoornissen of een impact op het zichtvermogen;
- knalgeluiden kunnen tot tijdelijke of permanente gehoorschade leiden.

De impact op de gezondheid op langere termijn, zeker bij intensieve blootstelling, is dan ook niet duidelijk.

En outre, il existe des risques pour la sécurité :

- un risque d'incendie ;
- un risque de dégâts matériels pour les personnes et les biens, comme les vêtements, les sièges de tribunes et le terrain de jeu ;
- un développement de fumée qui peut entraîner les effets suivants :

o entrave la vue dans l'environnement immédiat d'une tribune fort remplie. Il peut en résulter un mouvement de panique dans un grand groupe de supporters particulièrement si ceux-ci tentent de s'échapper au même moment ;

o entrave les interventions des services de police, de secours et des stewards ;

o entrave la vidéosurveillance et les identifications.

Chapitre 2 . Cadre réglementaire et conventions de sécurité

2.1. Cadre européen

La Convention du Conseil de l'Europe du 3 juillet 2016 (et précédemment celle du 19 août 1985) sur une approche intégrée de la sécurité, de la sûreté et des services lors des matches de football et autres manifestations sportives, stipule en son article premier :

« Les Parties s'engagent, dans les limites de leurs dispositions constitutionnelles respectives, à prendre les mesures nécessaires pour mettre en application les dispositions de la présente Convention pour les matches de football ou les tournois qui se déroulent sur leur territoire et qui impliquent des clubs professionnels de football et des équipes nationales.

Les Parties veillent à ce que les dispositifs opérationnels mis en place dans les stades soient complets, prévoient une liaison effective avec la police, les services d'urgence et les organismes partenaires, et comprennent des politiques et des procédures claires concernant les questions susceptibles d'avoir une incidence sur la gestion de la foule et les risques connexes d'atteinte à la sécurité et à la sûreté, et notamment :

- l'utilisation d'engins pyrotechniques ;
- les comportements violents et autres comportements interdits ; et
- les comportements racistes et autres comportements discriminatoires. »

2.2. Règlement disciplinaire de l'UEFA

L'UEFA précise que le club est responsable de tout incident, sauf s'il peut prouver qu'il n'a commis aucune forme de négligence dans l'organisation du match. Néanmoins, le club est responsable des cas d'utilisation de feux d'artifice ou autres engins pyrotechniques de la part de ses supporters, même s'il peut prouver qu'il n'a commis aucune forme de négligence dans l'organisation du match. L'UEFA peut, entre autres, infliger de lourdes amendes et des restrictions par rapport au nombre de supporters présents lors de matches européens.

2.3. Loi football : tolérance zéro pour les supporters et obligations pour les organisateurs

2.3.1. Une convention de sécurité multidisciplinaire entre les acteurs de sécurité locaux : un outil essentiel

Les obligations des organisateurs et de la fédération sportive coordinatrice(5) ne se limitent pas uniquement aux prescriptions légales telles qu'explicitement reprises dans la loi football et ses arrêtés d'exécution. En bon père de famille, ils se doivent également de prendre toutes les mesures nécessaires et sont responsables de la réalisation d'une analyse des risques et de sécurité complète. La portée concrète de cette analyse se reflète dans la convention de sécurité prévue légalement(6).

La conclusion de cette convention signifie que le club et les partenaires de sécurité locaux, dont les services de la police locale et le bourgmestre, mènent ensemble une réflexion sur leur politique locale de sécurité et atteignent un consensus(7) à ce sujet.

Cette convention consiste en un ensemble de droits et devoirs mutuels des acteurs concernés, de leurs répartitions de rôles spécifiques, de leurs engagements et des conséquences éventuelles en cas de manquements. Un très large spectre d'accords sur la politique de sécurité peut être élaboré concrètement au niveau local par le biais de cette convention. La mise en œuvre concrète d'une approche intégrée dans la lutte contre les engins pyrotechniques dans les stades en fait également partie.

J'invite les bourgmestres à veiller à ce que cet exercice soit préparé correctement et respecté par toutes les parties.

La convention doit reprendre un volet dans lequel les points d'action pour lutter contre l'usage du matériel pyrotechnique sont transposés concrètement au niveau local et décrits clairement. Les problématiques persistantes, comme l'utilisation illégale de matériel pyrotechnique,

Daarnaast zijn er ook veiligheidsrisico's:

- risico op brandgevaar;
- risico op materiële schade aan personen en goederen, zoals kledij, tribunezitjes en het speelveld;
- rookontwikkeling die aanleiding kan geven tot volgende problematische effecten:

o een belemmerd zicht gedurende een langere periode in de onmiddellijke omgeving van een dichtbevolkte tribune, hetgeen kan leiden tot paniek bij een grote groep supporters, zeker wanneer iedereen op hetzelfde moment probeert weg te komen;

o het belemmeren van interventies van politie- en hulpdiensten en stewards;

o het bemoeilijken van de camerabewaking en identificaties door middel hiervan.

Hoofdstuk 2. Regelgevend kader en de veiligheidsovereenkomst

2.1. Europees kader

Het Europees Verdrag van 3 juli 2016 (en voorheen dat van 19 augustus 1985), inzake een integrale benadering van veiligheid, beveiliging en gastvrijheid bij voetbalwedstrijden en andere sportevenementen, stelt in haar eerste artikel dat :

“De partijen de nodige stappen ondernemen om uitvoering te geven aan de bepalingen van dit Verdrag ten aanzien van voetbalwedstrijden of -toernooien op hun grondgebied, gespeeld door professionele voetbalclubs en nationale teams.

In artikel 5.5 van het Verdrag wordt gesteld dat de partijen waarborgen dat stadions uitgebreide operationele procedures kennen, waaronder een effectieve liaison met de politie, hulpdiensten en partnerinstanties en een duidelijk beleid en heldere procedures wat betreft zaken die van invloed kunnen zijn op crowd management en daarmee samenhangende veiligheids- en beveiligingsrisico's, in het bijzonder:

- het gebruik van pyrotechniek;
- gewelddadig gedrag of andere gedragingen die verboden zijn en racistisch of ander discrimatoir gedrag.”

2.2. UEFA Disciplinary Regulations

De UEFA stelt dat de club aansprakelijk is wanneer zich incidenten voordoen, tenzij de club kan aantonen dat ze niet nalatig is geweest bij het organiseren van de wedstrijd. Maar wanneer supporters vuurwerk of andere pyrotechnische materialen gebruiken, dan is de club aansprakelijk, zelfs indien de club kan aantonen dat zij niet nalatig is geweest bij het organiseren van de wedstrijd. UEFA kan onder meer hoge geldboetes en beperkingen betreffende supportersaantallen in Europese wedstrijden opleggen.

2.3. De Voetbalwet: nultolerantie voor supporters en algemene bepalingen en verplichtingen voor de organisatoren

2.3.1. Een multidisciplinaire veiligheidsovereenkomst tussen de lokale veiligheidsactoren. Een zeer belangrijk instrument

De verplichtingen van de organisatoren en de overkoepelende sportbond(5) beperken zich niet enkel tot uitdrukkelijk bepaalde wettelijke veiligheidsvoorschriften, zoals expliciet vervat in de voetbalwet en haar uitvoeringsbesluiten, maar als goede huisvader nemen zij alle nodige maatregelen en zijn zij verantwoordelijk voor de totstandkoming van een grondige risico- en veiligheidsanalyse. De concrete draagwijdte van die analyse vindt zijn weerslag in de wettelijk verplichte veiligheidsovereenkomst.(6)

Het sluiten van deze overeenkomst betekent dat de club en de lokale veiligheidspartners, waaronder de lokale politiediensten en de burgemeester, gezamenlijk de denkoefening maken over hun lokaal veiligheidsbeleid én daarover ook overeenstemming bereiken.(7)

Het gaat om wederzijdse rechten en plichten van de betrokken actoren, hun specifieke rolverdelingen, engagementen, eventuele consequenties bij tekortkomingen en dergelijke meer. Een zeer breed spectrum aan afspraken rond het veiligheidsbeleid kan heel concreet en op lokale maat worden uitgewerkt. Ook de concrete tenuitvoerlegging van een geïntegreerde aanpak tegen pyrotechnische middelen in het stadion dient daartoe te behoren.

Ik verzoek de burgemeesters ervoor te zorgen dat deze oefening correct wordt voorbereid en nageleefd door alle partijen.

De overeenkomst moet een luik bevatten waarin de actiepunten in het kader van de nultolerantie van pyrotechnische middelen, zie infra, concreet vertaald worden naar het lokale niveau en duidelijk omschreven worden. Hardnekkige problematieken zoals deze van het illegaal

requièrent plus qu'une approche superficielle. Il va de soi que les clubs qui sont le plus confrontés à la problématique doivent donc redoubler d'efforts pour mettre en place les mesures de sécurité actives et passives qui s'imposent dans le cadre de cette politique de tolérance zéro.

Dans la pratique, si ce 'contrat' de sécurité n'est pas suffisamment pris en considération, n'est pas respecté correctement ou que les moyens mis en place s'avèrent manifestement insuffisants, j'invite les services de police et la Cellule Football du SPF Intérieur à procéder aux constatations nécessaires. Ces constatations peuvent donner lieu à une procédure administrative à charge de l'organisateur sur la base d'un manquement à la loi football. Le bourgmestre reste, dans tous les cas, compétent et responsable pour prendre des mesures préventives et répressives en ce qui concerne la sévérité du dispositif de sécurité à mobiliser. S'il le juge souhaitable, le bourgmestre peut décider d'interdire l'organisation d'un match ou d'imposer des conditions spécifiques.

2.3.2. Tolérance zéro pour les supporters avec du matériel pyrotechnique

Toute utilisation de matériel pyrotechnique par un supporter est punissable(8).

La tolérance zéro est d'application en cas d'utilisation de matériel pyrotechnique et doit donner lieu à une sanction rapide et sévère envers leurs utilisateurs. Cette sanction peut se fonder sur les piliers suivants :

- imposer une lourde amende et une interdiction de stade de longue durée ;
- éloigner le contrevenant aussi rapidement que possible du stade. Une interdiction de stade administrative à titre de mesure de sécurité émise par les services de police est d'ailleurs un outil idéal ; et ce dans l'attente d'une décision dans le cadre de la procédure administrative et civile (voir infra).

2.3.3. Tolérance zéro pour les supporters qui dissimulent leur identité

Au même titre qu'il doit exister une tolérance zéro en cas d'utilisation de matériel pyrotechnique, il convient d'appliquer une tolérance identique à l'égard de quiconque tente de dissimuler son visage afin d'empêcher son identification. A titre d'exemple, on peut citer les masques, cagoules, écharpes, sweater à capuche spécifiquement dédiés.

L'interdiction de se déguiser ou de se camoufler de sorte à ne plus être reconnaissable, telle que prévue dans chaque Règlement d'Ordre Intérieur et les sanctions envisageables, doivent être mises en évidence sur le site web du club et communiquées via un maximum de canaux de communication du club (affichage à l'entrée du stade, médias sociaux, par l'intermédiaire du SLO, etc.).

2.3.4. Une animation pyrotechnique organisée par l'organisateur et réalisée par une firme professionnelle : Une exception sous conditions

« Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables à l'organisateur qui fait appel, après avis positif des services de secours et des autorités ou services administratifs et policiers, à une firme professionnelle qui utilise des objets pyrotechniques destinés à produire des lueurs, de la fumée ou du bruit à l'occasion d'un match de football » (9).

Le seul feu d'artifice qui peut éventuellement être autorisé dans un stade de football, dans des conditions strictes et bien définies et moyennant les accords nécessaires, est celui organisé par l'organisateur, de sa propre initiative et sous sa responsabilité, par exemple pour fêter un titre. Il est essentiel à cet égard de désigner une firme professionnelle pour réaliser le feu d'artifice. Il va de soi que ce feu d'artifice ne peut être tiré parmi les spectateurs installés dans les tribunes et que les risques pour la sécurité sont, le cas échéant, d'un tout autre ordre que lors d'une utilisation par des supporters dans les tribunes. Cette distinction est de la plus grande importance et il convient dès lors de mettre tous les moyens en œuvre pour éviter tout comportement similaire d'autres supporters dans les tribunes. Les mesures organisationnelles minimales suivantes sont prises en considération par l'organisateur :

- la firme spécialisée transmet un dossier de sécurité à l'organisateur reprenant une description claire du matériel utilisé, des risques, des distances de sécurité, etc ;
- il doit s'agir d'une action coordonnée dans laquelle le club qui l'organise implique étroitement ses partenaires de sécurité, les services d'incendie et la police. Il faut avoir obtenu l'autorisation préalable du service de police, chargé du maintien de l'ordre, ainsi qu'un avis favorable préalable du commandant du service d'incendie. Des accords écrits sont conclus sur des éléments concrets, comme la quantité, la qualité, le type, la date et l'heure, le lieu, les éventuelles mesures de sécurité alternatives, etc ;

gebruik van pyrotechniek vereisen meer dan een oppervlakkige benadering. Het spreekt voor zich dat die clubs die het meest geconfronteerd worden met de problematiek, ook meer inspanningen dienen te leveren in het uitwerken van de actieve en passieve veiligheidsmaatregelen.

Als dit "veiligheidscontract" in de praktijk niet de vereiste aandacht krijgt of niet naar behoren wordt nageleefd of de ingezette middelen kennelijk onvoldoende blijken, verzoek ik de politiediensten en de Voetbalcel van Binnenlandse Zaken om de nodige vaststellingen te doen. Deze kunnen aanleiding geven tot een administratieve procedure lastens de organisator op basis van de voetbalwet. De burgemeester behoudt in elk geval de bevoegdheid en ook de verantwoordelijkheid om preventief en repressief maatregelen te nemen omtrent het in te zetten veiligheidsdispositief. Indien hij dat wenselijk acht, kan de burgemeester ertoe besluiten om een wedstrijd niet te laten doorgaan of om specifieke voorwaarden op te leggen.

2.3.2. Nultolerantie voor supporters met pyrotechniek

Ieder gebruik van pyrotechniek door supporters is strafbaar.(8)

De nultolerantie bij het gebruik van pyrotechnische voorwerpen moet resulteren in het snel en streng bestraffen van de gebruikers. Dit kan onderbouwd worden met de volgende pijlers:

1. hoge geldboetes en langdurige stadionverboden;

2. de overtreder zo snel als mogelijk weren uit het stadion. Een administratief stadionverbod als beveiligingsmaatregel, opgelegd door de politiediensten, vormt een ideaal instrument. Dit in afwachting van een uitspraak in de administratieve en burgerlijke procedure (zie infra).

2.3.3. Nultolerantie voor supporters die hun identiteit verbergen

Net zoals er een nultolerantie moet bestaan voor het gebruik van pyrotechnisch materiaal, moet er op dezelfde wijze een nultolerantie worden toegepast ten opzichte van eenieder die poogt om zijn gezicht te verbergen om de identificatie te verhinderen. We denken bijvoorbeeld aan maskers, bivakmutsen, sjaals, sweaters met kap die daar specifiek voor bedoeld zijn.

Het in het huishoudelijk reglement bedoelde verbod om zich als zodanig te vermommen of te camoufleren opdat men niet meer herkenbaar is, en de sancties die kunnen worden opgelegd, moeten duidelijk op de website van de club worden vermeld en zoveel mogelijk via diverse communicatiekanalen van de club worden meegedeeld (aanplakken aan de ingang van het stadion, sociale media, via de SLO, enz.).

2.3.4. Pyrotechniek georganiseerd door de organisator en uitgevoerd door een professionele firma : een uitzondering onder voorwaarden

"Voorgaande bepalingen zijn niet van toepassing op de organisator, die na positief advies van de hulpdiensten en de bestuurlijke en de politieke overheden of diensten, beroep doet op een professionele firma voor het gebruik van pyrotechnische voorwerpen bedoeld om licht, rook of lawaai te produceren naar aanleiding van een voetbalwedstrijd (9)".

Het enige vuurwerk dat in een voetbalstadion eventueel kan worden toegelaten, onder welbepaalde voorwaarden en mits de nodige akkoorden, is datgene dat op initiatief en verantwoordelijkheid van de organisator van de voetbalwedstrijd tot stand komt bijvoorbeeld naar aanleiding van een telfeest. Essentieel is dat een professionele firma wordt aangesteld om het vuurwerk uit te voeren. Vanzelfsprekend vindt het spektakel dan niet plaats tussen de toeschouwers in de tribunes en zijn de veiligheidsrisico's van een volledig andere orde dan bij gebruik door supporters in de tribunes. Dit onderscheid is van het grootste belang en er dient dan ook alles aan gedaan te worden om eventueel kopiëgedrag van supporters in de tribunes te vermijden. Minimaal worden volgende organisatorische maatregelen door de organisator in overweging genomen:

- de gespecialiseerde professionele firma maakt een veiligheidsdossier over aan de organisator met daarin een duidelijke omschrijving van de gebruikte materialen, risico's, veiligheidsafstanden, ...
- het moet om een georganiseerde actie gaan waarbij de club haar veiligheidspartners, brandweer en politie, nauw betreft. Er dient voorafgaandelijk toelating te zijn verkregen van de politie, belast met de ordehandhaving, alsook een voorafgaandelijk gunstig advies van de brandweercommandant. Er worden schriftelijke afspraken gemaakt over concrete elementen zoals kwantiteit en kwaliteit, type, tijdstip, locatie, eventuele alternatieve veiligheidsmaatregelen,...

- les accords à ce sujet sont également inclus dans la convention de sécurité multidisciplinaire entre les acteurs de sécurité locaux. Les ajouts ou modifications apportés à une convention de sécurité déjà conclue en début de saison footballistique doivent être repris dans un addendum dont un exemplaire original, signé par toutes les parties impliquées, est transmis immédiatement à la Cellule Football du SPF Intérieur. Tout manquement à cette obligation constitue une infraction à la loi football et peut donner lieu à une sanction pour l'organisateur ;

- l'animation pyrotechnique doit avoir lieu dans un environnement sûr, inaccessible aux spectateurs ou à une distance suffisante de ceux-ci ; la firme professionnelle qui s'occupe de l'organisation détermine les distances de sécurité qu'il convient de respecter. Elle utilise exclusivement les objets dont les prescriptions de sécurité, comme les distances de sécurité mentionnées, peuvent être intégralement respectées ;

- l'organisateur communique très clairement aux spectateurs que l'utilisation de feux d'artifice ou engins pyrotechniques sont interdits en toute circonstance aux spectateurs à l'intérieur et aux alentours d'un stade de football :

o l'événement est annoncé préalablement au match, par exemple sur le site web du club ou sur les réseaux sociaux ;

o l'animation est également annoncée par le speaker du stade avant le début de la rencontre et de préférence aussi sur le led-board ou par d'autres biais ;

o le message doit être clairement lisible et/ou audible et compréhensible pour tous les spectateurs présents dans le stade, lesquels seront impérativement informés qu'il s'agit d'une animation encadrée avant/pendant/après laquelle il leur est interdit de faire personnellement usage d'autres moyens pyrotechniques.

- peu de temps avant l'animation prévue, une dernière concertation doit se tenir entre les parties concernées, en ce compris les services de secours et d'intervention, dans le but de procéder à une analyse de risques finale. Les conditions climatiques, comme la direction et la force du vent, jouent un rôle important à cet égard car il convient d'éviter que la fumée soit portée par le vent vers les tribunes.

2.3.5. Règlement d'ordre intérieur (R.O.I.) des clubs de football et pouvoir de contrôle des stewards

Le Règlement d'Ordre Intérieur est d'application dans tous les stades de football, à l'exception des dispositions de l'article 15 propres à chaque club. En étant en possession d'un titre d'accès valable, l'intéressé s'engage à respecter le Règlement d'Ordre Intérieur. Les infractions à ce Règlement impliquent un manquement contractuel et, par conséquent, l'accès au stade peut être refusé et une procédure d'exclusion civile peut être entamée par le club à l'égard des supporters qui sont en possession et/ou utilisent des objets pyrotechniques. Le cas échéant, une interdiction de stade civile qui s'applique dans l'ensemble des stades belges peut être infligée.

L'utilisation d'objets pyrotechniques est également explicitement interdite dans le Règlement d'Ordre Intérieur.

Chapitre 3. Plan d'action pour l'interdiction du matériel pyrotechnique dans tous les stades belges

3.1. Mesures préventives préalables aux matchs, quelques bonnes pratiques

Trop souvent, l'usage d'engins pyrotechniques dans ou autour des stades de football est assimilé, à tort, à une manière de mettre de l'ambiance. Naturellement, tant l'utilisation multiple qu'individuelle d'engins pyrotechniques est dangereuse(10).

C'est pourquoi il est fortement recommandé de tenir compte des principes suivants lors de l'élaboration d'un plan d'action adapté au niveau local :

- toute association entre le football et la pyrotechnique doit disparaître ;

- les « images d'ambiance » qui font la promotion de l'utilisation de moyens pyrotechniques donnent un mauvais signal. Elles n'ont pas leur place, par exemple, sur le site web du club et les médias sociaux ou dans les médias en général ;

- des campagnes adressées à tous les acteurs doivent faire clairement comprendre que l'utilisation d'objets pyrotechniques n'est pas un moyen adéquat pour générer « une bonne ambiance » ;

- les joueurs et les entraîneurs doivent également s'abstenir de tout propos positif sur les supporters qui utilisent des moyens pyrotechniques ;

- les clubs de football doivent se distancier activement de l'utilisation d'engins pyrotechniques par leurs supporters, également lors des entraînements ;

- afspraken hieromtrent worden eveneens opgenomen in de multidisciplinaire veiligheidsovereenkomst tussen de lokale veiligheidsactoren. Aanvullingen of wijzigingen ten opzichte van een veiligheids-overeenkomst die reeds werd afgesloten in het begin van het voetbalseizoen, dienen te worden vervat in een addendum, waarvan (net zoals het geval is voor de overeenkomst zelf) onmiddellijk een door alle initiële partijen ondertekend origineel exemplaar wordt toegezonden aan de Voetbalcel van de FOD Binnenlandse Zaken. Tekortkomingen hieraan vormen een inbreuk op de voetbalwet en kunnen tot een sanctie voor de organisator leiden;

- de pyrotechnische animatie dient in een veilige omgeving plaats te vinden, ontoegankelijk voor en op een veilige afstand van de toeschouwers. De professionele firma die de uitvoering verzorgt, bepaalt de veiligheidsafstanden die dienen te worden gerespecteerd. Zij maakt uitsluitend gebruik van die voorwerpen, waarvan de veiligheidsvoorschriften, zoals de vermelde veiligheidsafstanden, volledig kunnen gerespecteerd worden;

- de organisator verspreidt naar de toeschouwers een niet mis te verstane boodschap dat het gebruik van vuurwerk of pyrotechniek in alle andere omstandigheden en door toeschouwers steeds verboden is in en rond een voetbalstadion;

o met aankondiging voorafgaandelijk aan de wedstrijd, bijvoorbeeld via de clubwebsite of sociale media;

o minstens via de stadionomroeper voor de aanvang van het spektakel en bij voorkeur tevens via de ledboarding of andere kanalen;

o de boodschap dient duidelijk leesbaar hoorbaar en verstaanbaar te zijn voor alle toeschouwers in het stadion, die duidelijk worden geïnformeerd dat het gaat om een georganiseerde actie en dat het voor hen verboden is tijdens, voor en na de wedstrijd pyrotechnische middelen te gebruiken;

- kort voor de geplande uitvoering dient nog een laatste overleg plaats te vinden tussen de betrokken partijen, met inbegrip van de hulp- en interventiediensten, teneinde een finale risicoanalyse te maken. De weersomstandigheden zoals windrichting- en sterkte spelen hierbij een belangrijke rol. Er dient vermeden te worden dat rook de tribunes zou inwaaien.

2.3.5. Reglement Inwendige Orde (R.I.O.) van de voetbalclubs en controlebevoegdheid van stewards

Het Reglement van Inwendige Orde is van toepassing in alle voetbalstadions, behoudens de bijzondere bepalingen voor elke club opgenomen in het artikel 15. Met een toegangsbewijs voor het stadion verbindt men zich tot naleving van het Reglement van Inwendige Orde. Inbreuken hierop betekenen een contractuele tekortkoming, waardoor de toegang tot het stadion kan worden ontzegd en die aanleiding kan geven tot het inleiden van een procedure van burgerrechtelijke uitsluiting door de club ten aanzien van de supporters die in het bezit zijn van pyrotechnische voorwerpen en/of deze gebruiken. Desgevallend kan dit resulteren in een burgerrechtelijk stadionverbod dat van toepassing is in alle Belgische stadions.

Het gebruik van pyrotechnische voorwerpen wordt ook in het Reglement van Inwendige Orde expliciet verboden.

Hoofdstuk 3. Actieplan voor het bannen van pyrotechnische middelen uit alle Belgische voetbalstadions

3.1. Preventieve maatregelen voorafgaandelijk aan wedstrijden, enkele goede praktijken

Al te vaak nog wordt het gebruik van pyrotechniek, in of rond voetbalstadions, ten onrechte in één adem genoemd met sfeer. Vanzelfsprekend is niet enkel het veelvuldig gebruik van pyrotechnische materialen gevaarlijk en verboden, maar ook ieder individueel feit gepleegd door toeschouwers.(10)

Daarom strekt het tot grote aanbeveling om met volgende principes rekening te houden bij het uitwerken van een lokaal actieplan op maat:

- elke associatie tussen voetbal en pyrotechniek dient te worden vermeden;

- verheerlijkende “sfeerbeelden” van pyrotechnisch gebruik door supporters geven een slecht signaal. Zij horen niet op bijvoorbeeld de website van de clubs en sociale media of in de media in het algemeen.

- Campagnes naar alle betrokken actoren moeten duidelijk maken dat het gebruik van pyrotechnische middelen niet gelijk staat met een “goede sfeer”;

- ook spelers en trainers dienen zich te onthouden van positieve uitspraken rond supporters die pyrotechniek gebruiken;

- voetbalclubs dienen zich actief te distantiëren van het gebruik van pyrotechnische middelen door hun supporters, ook tijdens trainingen;

- le danger de ces objets, ainsi que l'interdiction explicite de leur utilisation et l'interdiction de port de masques et les sanctions inhérentes (sur la base de la loi football et du Règlement d'Ordre Intérieur) doivent être mis en évidence sur le site web du club et communiqués via tout autre canal de communication du club (affichage à l'entrée du stade, médias sociaux, par l'intermédiaire du SLO, etc.) ;

- des actions d'ambiance alternatives et des actions de supporters positives peuvent être développées et soutenues. Par exemple avec des canons à air ou à confettis, ou en ayant recours à des effets spéciaux de lumière ;

- chaque club des divisions nationales supérieures dispose entre-temps d'un Supporters Liaison Officer qui se charge de la promotion de la communication entre le club, les supporters et l'autorité administrative. C'est une mission du SLO de contribuer à la diffusion des messages utiles ;

- soumettre les tifos minimum deux jours à l'avance pour inspection et autorisation aux services de sécurité et/ou au club.

- les accords ont peu de sens lorsqu'ils ne sont pas respectés. C'est pourquoi il est fortement recommandé de communiquer clairement avec les supporters et éventuels groupes de supporters (à risque), notamment sur les éventuelles conséquences en cas de non-respect des accords pris. Le retrait temporaire de certains privilèges comme l'autorisation pour les cortèges, les actions d'ambiance, les tambours ou porte-voix est dès lors d'application ;

- encourager le contrôle social et une dose d'autorégulation parmi les spectateurs. Les investissements dans les mesures susmentionnées contribueront à ce que la grande majorité des spectateurs bien intentionnés prennent de plus en plus distance avec la minorité de spectateurs qui s'accroche obstinément à l'utilisation illégale et surtout dangereuse de moyens pyrotechniques ;

- l'affichage de signes d'interdiction d'utilisation de matériel pyrotechnique sur les différents types de billets d'entrée.

Prévenir clairement les supporters des sanctions :

En outre, plusieurs avertissements et rappels peuvent être apposés dans le stade et à proximité afin de dissuader les spectateurs d'utiliser des moyens pyrotechniques et leur donner encore la possibilité de s'en défaire volontairement :

- panneaux d'avertissement au niveau de l'enceinte extérieure qui rappellent l'interdiction de matériel pyrotechnique. L'utilisation de pictogrammes est une possibilité. Ceux-ci peuvent également être apposés sur l'enceinte intérieure ;

- la mention explicite des sanctions possibles a un effet dissuasif. À l'instar des panneaux qui rappellent aux supporters que « le franchissement illicite de l'enceinte intérieure est sanctionné d'une interdiction de stade de deux ans et d'une amende de minimum 1000 EUR », des panneaux seront placés indiquant que « l'utilisation de moyens pyrotechniques est strictement interdite, sous peine d'une interdiction de stade pouvant aller jusqu'à 5 ans et une amende pouvant atteindre 5000 EUR » ;

- en dehors du stade, de préférence à des endroits stratégiques près des points d'accès au stade et au niveau de ces panneaux d'avertissement, des « amnesty bins » peuvent être installées. Ainsi, les spectateurs ont la possibilité de renoncer volontairement aux objets pyrotechniques qui sont en leur possession et ce, sans risques de poursuite.

o pour pouvoir être efficace, l'objectif de ces « amnesty bins » doit être clair pour les personnes qui veulent entrer dans le stade. À cet effet, le club utilise les moyens de communication à sa disposition, dont les médias sociaux et le SLO et dote les containers des indications et annotations appropriées ;

o un contrôle de sécurité sur ces containers est nécessaire étant donné qu'ils sont par définition destinés à recueillir des objets potentiellement dangereux. Afin d'éviter toute forme de vandalisme, il est conseillé d'opter pour des containers mobiles qui sont enlevés en dehors des moments du match, placés sous la surveillance du personnel de sécurité et visibles sur le système de vidéosurveillance ;

- l'affichage LED et le système de haut-parleur du stade sont prévus pour diffuser des messages ciblés. De « nouveaux » canaux de communication peuvent également être utilisés tels que les réseaux sociaux ou des moyens innovants (vidéos, ledboarding, app, etc). Outre les messages préventifs généraux, il est possible d'anticiper les incidents en utilisant de manière active et ciblée les canaux de communication.

- het gevaar van deze middelen, alsook het expliciet verbod op het gebruik hiervan, alsook het verbod op het dragen van maskers en de sancties (op basis van de voetbalwet en op basis van het Reglement van Inwendige Orde) verdienen een opvallende plaats op de clubwebsite en worden gecommuniceerd via andere sociale media of clubkanalen (aanplakken aan de ingang van het stadion, sociale media, via de SLO, enz.);

- alternatieve sfeeracties en postieve supportersacties kunnen worden ontwikkeld en ondersteund. Bijvoorbeeld met lucht- of confettikanonnen of door het gebruik van speciale lichteffecten;

- iedere club uit de twee hoogste nationale afdelingen beschikt inmiddels over een Supporters Liaison Officer (SLO), die instaat voor het bevorderen van de communicatie tussen supporters, club en administratieve overheden. Het is een taak van de SLO om bij te dragen aan het verspreiden van nodige boodschappen;

- tifo's minstens twee dagen vooraf voor inspectie en toestemming laten voorleggen aan veiligheidsdiensten en/of de club;

- afspraken hebben weinig zin wanneer ze niet worden gerespecteerd. Daarom is het noodzakelijk om duidelijk te communiceren naar supporters en eventuele (risico) supportersgroepen, ondermeer over eventuele consequenties bij wangedrag. Tijdelijke intrekking van bepaalde privileges zoals toestemming voor corteo's, sfeeracties, trommels of luidsprekers is van toepassing.

- sociale controle en een mate van zelfregulering onder toeschouwers aanmoedigen. Investeren in bovengenoemde maatregelen zullen er toe bijdragen dat de overgrote meerderheid goedmenende toeschouwers meer en meer afstand zal nemen van de kleine minderheid aan toeschouwers die halsstarrig vasthoudt aan het illegaal en vooral gevaarlijke gebruik van pyrotechniek;

- het vermelden van een verbodsteken m.b.t. het gebruik van pyrotechnische middelen op de verschillende soorten van toegangsbezoeken.

Duidelijke sanctiewaarschuwingen voor supporters:

Tevens kunnen er in het stadion en nabij de toegang verscheidene waarschuwingen en herinneringen worden aangebracht, die toeschouwers ontraden om pyrotechnische middelen te gebruiken en hen alsnog de mogelijkheid bieden om er vrijwillig afstand van te doen:

- waarschuwborden aan de buitenomheining die herinneren aan het verbod op pyrotechnische materialen. Het gebruik van pictogrammen is een mogelijkheid. Deze kunnen ook aan de binnenomheining worden aangebracht;

- de uitdrukkelijke vermelding van de mogelijke sancties versterkt de ontradende boodschap. Naar analogie met de borden die de supporters erop wijzen dat "het ongeoorloofd overschrijden van de binnenomheining wordt gesanctioneerd met een stadionverbod van minimum 2 jaar en een geldboete van minstens 1000 EUR", zullen er borden worden geplaatst dat er een strikt verbod geldt op het gebruik van pyrotechnische middelen op straffe van sancties tot 5 jaar stadionverbod en tot 5000 EUR geldboete;

- buiten het stadion, bij voorkeur op strategische plaatsen nabij de stadiontoegangen en ter hoogte van de waarschuwborden, kunnen zogenaamde "amnesty bins" geplaatst worden. Hiermee wordt aan toeschouwers een laatste kans geboden om zonder risico op vervolging, alsnog vrijwillig afstand te doen van pyrotechnische materialen in hun bezit.

o Om effectief te kunnen zijn, dient het opzet van deze "amnesty bins" voldoende duidelijk te worden gemaakt aan de personen die het stadion willen betreden. De club zet daarvoor haar bestaande communicatiekanalen in, waaronder de sociale media en de Supporters Liaison Officer en voorziet de bins tevens van de nodige opschriften of aanduidingen;

o Een veiligheidstoezicht op deze bins is noodzakelijk aangezien zij per definitie bedoeld zijn om potentieel gevaarlijke voorwerpen in te verzamelen. Om vandalisme te vermijden, kan worden geopteerd voor mobiele bins die buiten de wedstrijdmomenten worden weggehaald tijdens de wedstrijdmomenten onder toezicht staan van veiligheidspersoneel en binnen een goed bereik van de camerabewaking vallen;

- ook de LED-boardings en het omroepstelsel lenen zich uitstekend om gericht boodschappen te verspreiden. Nieuwe communicatiekanalen zoals sociale media of innovatieve middelen (video, ledboarding, app) kunnen ook gebruikt worden. Naast algemene preventieve boodschappen kan er via deze communicatiekanalen actief en gericht worden geanticipeerd op incidenten.



Les objets interdits sont parfois cachés dans le stade avant le jour du match :

Des mesures peuvent être prises pour prévenir ce type de situation :

- la fermeture complète en dehors des matchs des parties du stade exclusivement réservées au football à l'aide d'une enceinte extérieure adaptée grâce à laquelle aucun objet ou matériel ne peut être introduit dans le stade sans avoir été contrôlé ;
- des systèmes d'alarmes et de vidéosurveillance ;
- un gardiennage statique ou mobile ;
- un lockdown du stade quelques heures avant le match afin de procéder au sweeping complet du stade et des tribunes, avec une attention particulière pour les zones à risques connues. Ce contrôle est réalisé par les stewards et/ou une entreprise de gardiennage privée avec du matériel spécialisé ou des chiens formés. Après ce sweeping, le stade n'est accessible qu'aux personnes ayant obtenu une autorisation d'accès.
- un accès au stade autorisé uniquement sur la base d'un système d'accréditation et de contrôle. Nous faisons ici référence au personnel, aux fournisseurs et autres prestataires de services qui ne sont actuellement soumis à peu voire aucun contrôle.

Les mesures qui sont prises dans le cadre du plan d'action adapté au niveau local sont reprises dans la convention de sécurité annuelle entre les organisateurs, les services de secours et les autorités administratives et policières. L'attention nécessaire sera accordée à l'utilisation de nouvelles technologies qui contribuent à la politique de tolérance zéro visée.

3.2. Gestion dynamique des tickets et automatisation de l'identification et du ticketing

L'offre de tickets ne peut pas toujours satisfaire à la demande. Cela renforce la possibilité des clubs d'utiliser un système dynamique de tickets, dans le cadre duquel ils donnent priorité, lors de l'attribution des tickets d'accès, aux supporters avec lesquels aucun incident ne s'est produit. Cela concerne la distribution de tickets ou abonnements pour les matches à domicile mais aussi lors de matches en déplacement vu le nombre limité de places dans la tribune des visiteurs. Dans ce dernier cas, un contingent de tickets est généralement mis à la disposition du club visiteur, qui les distribue à ses supporters. Le club dispose à cet égard d'un excellent instrument pour récompenser ses supporters fidèles qui font preuve d'un bon comportement par rapport aux supporters à risques.

Dans certains cas, les autorités locales peuvent également décider, sur la base de leur analyse de risques, d'accueillir les supporters de l'équipe visiteuse en appliquant la mesure du règlement combi. Dans ce cas, les supporters doivent obligatoirement se déplacer en bus organisé vers le stade et les guichets restent fermés le jour du match.

La distribution des tickets d'accès pour les matches en déplacement se fait donc exclusivement par l'intermédiaire des clubs de supporters qui assument une responsabilité dans la distribution des tickets auprès de leurs membres. Bien entendu, le même principe prévaut lors de l'octroi « privilégié » de tickets d'accès. Les clubs déterminent en effet la clé de répartition des tickets d'accès entre les différents clubs de supporters.

La législation existante en matière de ticketing date de 2005 et doit être actualisée à court terme en tenant compte de la transformation digitale de la société et des nouvelles technologies en matière d'identification intelligente et d'authentification de personnes.

Les clubs sont encouragés à équiper leur stade d'un « ticketing et d'un contrôle d'accès digitalisés et intelligents ».

Verboden voorwerpen worden soms voorafgaandelijk aan de wedstrijd verstopt in het stadion.

Volgende maatregelen kunnen genomen worden om dergelijke situaties te voorkomen:

- de voetbalgerelateerde delen van een stadion, buiten de wedstrijd-momenten zelf, volledig afsluitbaar maken door middel van een geschikte buitenomheining waarlangs geen ongecontroleerde voorwerpen en materialen in het stadion binnengebracht kunnen worden;
- alarm- en camerasystemen;
- statische of mobiele bewaking;
- enkele uren voor de wedstrijd een lockdown van het stadion waarbij een grondige sweeping gebeurt van het stadion en de tribunes, met voornamelijk aandacht voor de gekende risicozones. Dit gebeurt door stewards en/of een private bewakingsfirma met gespecialiseerde materialen of opgeleide honden. Na deze sweeping is het stadion enkel nog toegankelijk voor personen die hiervoor de toelating hebben gekregen.
- enkel nog toegang verlenen op basis van een accreditatiesysteem en controle, ook voor personeel, leveranciers of andere dienstverleners die op dit moment in de praktijk weinig of niet gecontroleerd worden.

De maatregelen die worden genomen in het kader van een lokaal actieplan worden opgenomen in de jaarlijkse veiligheidsovereenkomst tussen de organisatoren, hulpdiensten en de bestuurlijke en politieke overheden. Hierbij zal de nodige aandacht gaan naar inzet van nieuwe technologieën die bijdragen tot de beoogde nultolerantie.

3.2. Een dynamisch ticketbeleid en digitalisering van identificatie en ticketing

Het aanbod aan tickets kan niet steeds voldoen aan de vraag. Dat versterkt de mogelijkheid van de clubs om een dynamisch ticketsysteem te hanteren waarbij zij bij de toekenning van toegangsbewijzen voorrang geven aan die supporters waarmee zich in het verleden geen incidenten voordeden. Dit geldt voor de distributie van toegangsbewijzen of abonnements voor thuiswedstrijden, maar ook bij uitwedstrijden, gelet op het beperkt aantal plaatsen in het bezoekersvak. In dat laatste geval wordt meestal een contingent aan tickets ter beschikking gesteld van de bezoekende club, die deze op haar beurt verdeelt onder haar supporters. De club beschikt hierdoor over een uitstekend instrument om haar trouwe en goede supporters te belonen t.o.v. eventuele risicosupporters.

In sommige gevallen kunnen de lokale overheden op basis van hun risicoanalyse er ook voor opteren om de supporters van de bezoekende ploeg een combiregeling op te leggen. In dat geval dienen de supporters verplicht gebruik te maken van georganiseerd busvervoer naar het stadion en blijven de loketten op de dag van de wedstrijd gesloten.

De verdeling van de toegangsbewijzen voor uitwedstrijden gebeurt uitsluitend via de supportersclubs die een verantwoordelijkheid dragen bij de verdere distributie van toegangsbewijzen en de gedragingen van haar leden onder wie ze de toegangsbewijzen verdeelt. Uiteraard kan hier hetzelfde principe worden doorgetrokken bij het "geprivilegieerd" toekennen van toegangsbewijzen. De clubs bepalen immers de verdeelsleutel van de toegangsbewijzen over de verscheidene supportersclubs.

De regelgeving aangaande ticketing dateert van 2005 en dient op korte termijn te worden geactualiseerd waarbij er wordt ingespeeld op de maatschappelijke digitale evolutie en de bestaande en aankomende nieuwe technologieën inzake slimme identificatie en authenticatie van personen.

De clubs worden aangespoord om hun stadion uit te rusten met een digitale "slimme" ticketing en toegangscontrole.

3.3. Contrôles d'accès efficaces et autres mesures organisationnelles le jour du match :

- minimiser les contraintes de temps pour la réalisation de contrôles en faisant le nécessaire afin d'encourager les supporters à se présenter à temps au contrôle d'accès. Les stewards ou agents de gardiennage privés ne se laissent pas influencer par la contrainte de temps pendant ce contrôle superficiel. Les personnes qui ne se présentent pas à temps pourraient ainsi manquer une partie du match ;

- minimiser les contraintes de temps pour la réalisation de contrôles en engageant suffisamment de personnel de sécurité (stewards, agents de gardiennage) des deux sexes lors des contrôles d'accès. Des accords clairs sur les missions de chacun sont essentiels ;

- une combinaison des éléments qui précèdent peut permettre de contrôler davantage de personnes. Actuellement, beaucoup moins de femmes et enfants sont contrôlés. Les femmes et les enfants ou leur bagage à mains sont pourtant utilisés dans certains cas pour faire pénétrer illégalement des objets dans le stade. Lors du contrôle superficiel, tout le monde doit donc être contrôlé de la même manière ;

- utiliser une « double ligne » de contrôles. L'application de ce principe doit dépendre d'une analyse de risque dynamique et du groupe cible ;

- interdiction de sacs à dos et bagages à mains de taille supérieure au format A4 ;

- le contrôle du contenu du bagage est essentiel car une partie des engins pyrotechniques est illégalement introduite dans le stade au moyen de celui-ci. Les stewards et agents de gardiennage ne sont pas habilités à contrôler eux-mêmes le bagage à mains ou à vider les poches du vêtement ou du bagage à mains, mais ils peuvent demander à la personne contrôlée de montrer les objets qui se trouvent dans ses poches ou son bagage à mains. Les organisateurs mettent à la disposition des stewards/agents de gardiennage l'infrastructure nécessaire à l'exercice de cette tâche. Si la personne contrôlée refuse de collaborer, l'accès au stade peut lui être refusé ;

- le contrôle des instruments de musique, drapeaux et autres accessoires est nécessaire car des objets interdits peuvent y être cachés et ainsi introduits dans le stade ;

- séparation du contrôle des biens et personnes. Les vestes et bagages à mains peuvent être scannés par des agents de gardiennage privé au moyen de chiens spécialement formés ;

- neutralité maximale du contrôleur. Les clubs font souvent appel, outre leurs propres stewards et stewards de l'équipe visiteur, à des stewards « supplémentaires » d'un troisième club. Le déploiement de ces derniers lors de contrôles assure une plus grande neutralité dans la relation contrôleur - contrôlés. Le cas échéant, le déploiement complémentaire d'une entreprise de gardiennage privée est recommandé vu sa neutralité et son expertise (formations spécifiques, screening, expérience, etc.) ;

- en cas de problèmes ou de détection d'objets interdits, les stewards/agents de gardiennage doivent pouvoir faire rapidement appel au soutien policier pour établir l'infraction (identification et verbalisation). Les services de police jouent un rôle de renfort pour les stewards afin d'assurer le bon exercice de leur mission.

L'utilisation de chiens par les entreprises de gardiennage afin de détecter des moyens pyrotechniques dans les sacs ou poches est actuellement encore peu appliquée, mais peut représenter un complément intéressant à l'arsenal de mesures déployées.

Individuellement, aucune de ces mesures n'offrirait une solution définitive à la problématique. Je suis cependant convaincu que la combinaison d'un éventail de ces mesures et la mise en place de nouvelles technologies peut contribuer à diminuer l'utilisation d'engins pyrotechniques dans les stades. Les systèmes d'accès et de contrôle digitaux sont de plus en plus courant et leur utilisation est fortement recommandée. Je souhaite par ailleurs encourager les recherches en cours sur les possibilités de contrôles biométriques afin d'empêcher aux personnes interdites de stade d'y accéder.

L'association de mesures, élaborées dans le cadre d'un plan d'action local, a un effet dissuasif sur les potentiels contrevenants. Ce constat vaut également pour l'utilisation des systèmes de détection. Les clubs peuvent par exemple franchir une étape supplémentaire en recourant de manière ciblée à des systèmes de scanning (de bagage) comme c'est déjà le cas dans les aéroports.

3.4. Quel acteur de sécurité pour effectuer quelle tâche ?

Les stewards ont la possibilité de demander aux spectateurs du même sexe de se soumettre volontairement à un contrôle superficiel des vêtements et bagages en vue de détecter des objets qui peuvent perturber le déroulement du match, l'ordre public et mettre en péril la sécurité des spectateurs. Si un spectateur s'oppose à ce contrôle ou à rendre les objets trouvés, les stewards peuvent lui refuser l'accès au stade comme prévu dans la loi. Notons que les candidats-stewards ou assimilés ne disposent pas de cette compétence.

3.3. Performante toegangscontroles en andere organisatorische maatregelen op de dag van de wedstrijd :

- tijdsdruk voor het uitvoeren van controles minimaliseren door supporters ertoe aan te zetten zich voldoende tijdig aan de toegangscontrole aan te bieden. De stewards of private bewakingsagenten laten zich bij het uitvoeren van deze oppervlakkige controle niet leiden door deze tijdsdruk. Wie zich niet tijdig aanbiedt, zou een deel van de wedstrijd kunnen missen;

- tijdsdruk voor het uitvoeren van controles minimaliseren door voldoende veiligheidspersoneel (stewards en bewakingsagenten) van beide geslachten in te schakelen bij de toegangscontrole. Duidelijke taakafspraken in functie van ieders kwaliteiten en meerwaarde zijn belangrijk;

- een combinatie van beide voorgaande punten kan toelaten om meer personen te controleren. Vrouwen en kinderen worden veelal minder vaak gecontroleerd. Vrouwen en kinderen of hun handbagage worden in sommige gevallen gebruikt om ongeoorloofde zaken in het stadion binnen te smokkelen. Bij het uitvoeren van een oppervlakkige controle wordt iedereen best op eenzelfde wijze gecontroleerd;

- gebruik maken van dubbele controles. De frequentie van deze toepassing en de doelgroep kunnen afhangen van een dynamische risicoanalyse;

- verbod op rugzakken en handbagage groter dan formaat A4;

- controle op de inhoud van handbagage is belangrijk. Een deel van de pyrotechnische voorwerpen wordt via handtassen binnengesmokkeld. Stewards en bewakingsagenten zijn niet gerechtigd om zelf handbagage te doorzoeken of zelf zakken van de kledij te ledigen, maar zij kunnen de gecontroleerde persoon wel verzoeken om de goederen die zich in de zakken of handbagage bevinden voor te leggen. De organisatoren voorzien de stewards/bewakingsagenten van de nodige infrastructuur voor het uitvoeren van deze taak. Indien de gecontroleerde hier niet wenst aan mee te werken, dan kan aan deze de toegang tot het stadion worden geweigerd;

- controle van de muziekinstrumenten, vlaggen en andere attributen is noodzakelijk omdat verboden voorwerpen ook langs deze weg kunnen worden binnengebracht.

- scheiding van de controle van goederen en personen. Jassen en handbagage kunnen door gespecialiseerde private bewakingsagenten worden gecontroleerd middels speciaal opgeleide honden.

- maximale neutraliteit van de controleur. Clubs doen, naast hun eigen stewards en stewards van de bezoekende ploeg, ook een beroep op "extra" stewards van een derde club. De inzet van deze laatsten verzekert, specifiek bij de controles, de neutraliteit in de verhouding controleur - gecontroleerde. Nog beter is de complementaire inzet van een private bewakingsfirma gelet op diens neutraliteit en doorgedreven specialisatie (uitgebreide specifieke opleidingen, screening, ervaring, enz.);

- bij problemen of detectie van verboden voorwerpen dienen stewards/bewakingsagenten vlot een beroep te kunnen doen op politieke ondersteuning voor identificatie en verbalisatie. Dit sterkt hen bij een goede uitoefening van hun opdracht.

Het gebruik van honden door bewakingsondernemingen om pyrotechnische voorwerpen op te sporen in tassen of zakken, kan een interessante toevoeging betekenen aan het arsenaal van maatregelen dat kan worden ontplooid.

Geen van de individuele maatregelen op zich zal een sluitend antwoord bieden op de problematiek. Ik ben er echter van overtuigd dat de combinatie van deze maatregelen en het opzetten van nieuwe technologieën kan bijdragen tot de vermindering van het gebruik van pyrotechnische voorwerpen in de stadions. Ook worden digitale toegangs- en controlesystemen meer en meer gebruikt, wat erg aan te bevelen is. Ik wens bovendien de lopende onderzoeken naar de mogelijkheden inzake biometrische controles aan te moedigen, om te verhinderen dat personen met een stadionverbod toegang krijgen tot het stadion.

De combinatie van maatregelen, uitgewerkt in het kader van een lokaal actieplan, heeft een ontraderend effect bij potentiële overtreeders. Deze vaststelling geldt ook bij het gebruik van detectiesystemen. Niets belet clubs om zelf nog een stap verder te gaan en bijvoorbeeld zeer gericht gebruik te maken van (bagage)scansystemen zoals dat reeds het geval is op luchthavens.

3.4. Welke veiligheidsactor voor welke taak ?

Voetbalstewards hebben de mogelijkheid om toeschouwers van hetzelfde geslacht te verzoeken zich vrijwillig aan een oppervlakkige controle van kleding en bagage te onderwerpen, met het oog op het opsporen van voorwerpen die het verloop van de wedstrijd of de openbare orde kunnen verstoren en de veiligheid van de toeschouwers in het gedrang kunnen brengen. Indien een toeschouwer zich tegen deze controle of de afgifte van de aangetroffen voorwerpen verzet, kunnen de stewards de toegang tot het stadion ontzeggen, zoals voorzien in de wet. Let wel, kandidaat-stewards of zogenaamde suppoosten hebben deze bevoegdheid niet.

Dans le cadre du recyclage annuel des stewards 2019, une attention particulière a été accordée au contrôle de première ligne effectué par les stewards (contrôle superficiel). Il est souhaitable que l'on accorde suffisamment d'attention à cet aspect lors de la formation de base des nouveaux stewards. En tant que fédération sportive coordinatrice, l'URBSFA contrôlera l'application de cette décision.

Les stewards doivent être prioritairement déployés pour exercer leurs missions spécifiques définies par la loi, telles que l'accueil et l'accompagnement des spectateurs, des arbitres ou du staff ; l'exécution du contrôle des tickets ; le fait d'assurer la fluidité sur les chemins d'accès et d'évacuation ; le fait de s'assurer que les portes d'évacuation sont en permanence gardées ; ou de fournir des renseignements aux spectateurs et aux services de secours.

Actuellement, outre les stewards, des agents de gardiennage privés sont également intégrés dans le processus de sécurité. Il s'agit d'une solution intéressante qui permet à chaque acteur de réaliser des tâches spécifiques en tenant compte de l'expertise et de la spécialisation de chacun.

Les missions de base du gardiennage privé se situent, plus que pour les stewards, au niveau des missions de sécurité telles que les contrôles superficiels ou le gardiennage des biens. Les agents de gardiennage peuvent également se charger de sweepings spécialisés, avec ou sans chiens pisteurs. Pour ce faire, ils peuvent s'appuyer sur leurs formations et leur expérience quotidienne.

Le déploiement du gardiennage privé est d'autant plus conseillé dans les situations où l'analyse de risques dynamique (réalisée préalablement à chaque match) démontre que des risques accrus existent et que des moyens supplémentaires sont nécessaires aux endroits où il n'y a pas assez de stewards.

3.5. Un système de vidéosurveillance performant, un must pour les identifications et un moyen de dissuasion efficace

Un système de vidéosurveillance performant accroît considérablement les chances d'appréhender les contrevenants. Dans ce domaine, des avancées technologiques se produisent en permanence. C'est ainsi que des expérimentations sont actuellement réalisées en matière de systèmes de reconnaissance, mais d'autres pistes sont également examinées. Les clubs sont encouragés à apporter leur collaboration quant à l'utilisation de ces nouvelles technologies dans les stades de football.

La loi football stipule que chaque stade doit être équipé de caméras afin d'observer en détail toutes les places debout et assises. Ces caméras doivent permettre de générer un plan rapproché afin d'identifier chaque personne indépendamment des conditions atmosphériques et lumineuses. J'insiste pour que chaque club des deux divisions nationales les plus élevées se soumettent à ces exigences légales. Afin de pouvoir réaliser des identifications efficaces, une qualité d'image dotée d'un niveau satisfaisant d'enregistrement des détails est un must. Pour une efficacité optimale, il est opportun de tenir compte :

- des différents positionnements des caméras. Des caméras qui filment verticalement vers le bas peuvent représenter un complément au matériel visuel qui est obtenu au moyen d'images traditionnelles « de front ». Songeons aux situations où le contrevenant tente de se soustraire à la vue de la caméra en utilisant d'autres supporteurs ou au moyen d'une banderole. En outre, lors d'un dégagement de fumée, différents angles de vue peuvent représenter une plus-value ;
- d'une analyse approfondie des images qui accroît les chances d'appréhender le contrevenant et renforce la procédure ouverte à sa charge ;
- de l'organisation de formations ou de recyclages adéquats pour les personnes qui commandent le système de caméras. En outre, il est essentiel de veiller à ce qu'un nombre suffisant de personnes soit affecté à ce service, de sorte que le nécessaire puisse toujours être fait en toutes circonstances et de manière efficace ;
- de l'attention qui doit être accordée en particulier aux algorithmes sous-jacents des logiciels, au deep learning et à l'intelligence artificielle qui contribuent à détecter et à signaler des anomalies et des comportements suspects.

En outre, un système de vidéosurveillance performant produit un effet dissuasif considérable sur les potentiels contrevenants.

Une vidéosurveillance dans le périmètre s'avère également utile pour détecter les infractions commises dans celui-ci et vérifier qui est entré dans le stade.

3.6. L'exclusion civile et l'interdiction de stade comme mesure de sécurité : des instruments efficaces pour donner suite rapidement aux infractions

3.6.1. Une exclusion civile imposée par le club : une mesure efficace

L'exclusion civile consiste en une interdiction de stade qui est infligée par le club et qui est valable dans tous les stades belges. La durée d'une exclusion s'élève à minimum 3 mois et maximum 5 ans. L'organisateur peut exclure des personnes pour le non-respect du Règlement d'Ordre Intérieur. L'acquisition d'un ticket d'accès implique en effet le respect dudit Règlement. Dans ce contexte, les infractions au Règlement

Naar aanleiding van de jaarlijkse bijscholing van de stewards 2019 wordt specifiek aandacht besteed aan de eerstelijnscontrole van de stewards (oppervlakkige controle). Het is dan ook wenselijk dat dit onderdeel voldoende aandacht krijgt binnen de basisopleiding van de nieuwe stewards. De KBVB zal als overkoepelende sportbond hierop toezien.

Stewards dienen prioritair te worden ingezet voor hun specifieke wettelijke taken zoals het onthaal en het begeleiden van toeschouwers, scheidsrechters, staff; het uitvoeren van ticketcontroles, het verzekeren van vlotte doorgangen op toegangs- en evacuatiewegen; het permanent bemannen van evacuatiepoorten en het verstrekken van inlichtingen aan toeschouwers en hulpdiensten.

Vandaag worden er in de praktijk, naast voetbalstewards, ook private bewakingsagenten ingeschakeld in het voetbalveiligheidsgebeuren. Dit biedt aanzienlijke voordelen en maakt taakafspraken mogelijk in functie van ieders specialiteit en meerwaarde.

De kerntaken van de private bewaking situeren zich, meer dan bij stewards, bij eigenlijke securitytaken zoals bijvoorbeeld het uitvoeren van oppervlakkige fouilles of bewaking van goederen. Private bewakingsagenten kunnen eveneens instaan voor gespecialiseerde sweepings, al dan niet door de inzet van speurhonden. Zij kunnen terzake terugvallen op doorgedreven opleidingen en dagelijkse ervaring.

De inzet van private bewaking is des te meer raadzaam in die situaties waar de dynamische risicoanalyse (die wordt gemaakt voorafgaandelijk aan iedere wedstrijd) aantoonde dat er verhoogde risico's bestaan en een bijkomende inzet nodig blijkt daar waar er een onvoldoende aantal stewards ter beschikking is.

3.5. Een performant camerasysteem. Een must voor identifications en een efficiënt afschrikmiddel

Een performant camerasysteem vergroot de pakkans van overtredders aanzienlijk. Binnen dit domein voltrekken zich voortdurend technologische evoluties. Zo wordt er op dit moment geëxperimenteerd met systemen van gezichtsherkenning, maar ook andere pistes worden onderzocht. Clubs worden aangemoedigd om hun medewerking te verlenen bij het in de praktijk brengen van deze nieuwe technologieën in voetbalstadions.

De voetbalwet bepaalt dat elk stadion dient uitgerust te zijn met camera's die het mogelijk maken om ondermeer alle staan- en zitplaatsen in detail te observeren en een close-up beeld tot stand te brengen dat toelaat eenieder te identificeren ongeacht de weers- en lichtomstandigheden. Ik benadruk dat elke club uit de twee hoogste nationale afdelingen aan deze wettelijke vereisten dient te voldoen. Om sluitende identifications te kunnen verrichten is een beeldkwaliteit met een respectabel niveau van detailregistratie, een must. Voor een optimale doeltreffendheid is het aangewezen om tevens rekening te houden met onder meer:

- verscheidene positioneringen van camera's. Zo kunnen ook camera's die verticaal naar beneden filmen een bijzondere aanvulling betekenen op het beeldmateriaal dat verkregen wordt middels de traditionele "in front"-beelden. Denken we aan die situaties waar de overtreder zich poogt te onttrekken aan het oog van de camera door een buffer van medesupporters of bijvoorbeeld een spandoek. Ook bij rookontwikkelingen kunnen verscheidene invalshoeken een meerwaarde betekenen;
- een grondige analyse van de beelden vergroot de pakkans waardoor een sterker dossier dat ten laste van de overtreder kan worden geopend;
- het voorzien in de gepaste vormen van bijscholingen van de personen die het camerasysteem bedienen. Daarnaast is het van belang om er voor te zorgen dat een voldoende aantal personen onderlegd zijn, zodat steeds en in alle omstandigheden op efficiënte wijze het nodige kan worden gedaan;
- in het bijzonder dient ook aandacht besteed te worden aan onderliggende software, deep learning, en artificial intelligence algoritmes die detectie van anomalieën en verdachte gedragingen zelf kunnen opsporen en melden.

Een performant en intelligent camerasysteem heeft bovendien een bijzonder ontradend effect op potentiële overtredders.

Ook camerabewaking in de perimeter biedt een meerwaarde bij de detectie van inbreuken gepleegd in de perimeter en om toe te laten te onderzoeken wie het stadion betreedt.

3.6 De burgerrechtelijke uitsluiting en het stadionverbod als beveiligingsmaatregel als effectieve instrumenten om kort op de bal gevolg te geven aan inbreuken.

3.6.1. Burgerrechtelijke uitsluiting opgelegd door de club. Een effectieve maatregel

De burgerrechtelijke uitsluiting betreft een stadionverbod dat wordt opgelegd door de club en is algemeen van toepassing voor alle stadions in België. De duur van een uitsluiting bedraagt minimum 3 maanden en maximaal 5 jaar. De organisator kan personen uitsluiten wegens het niet-naleven van het Reglement van Inwendige Orde. Door de aanschaf van een toegangsbewijs verbindt men zich immers tot naleving van het

d'Ordre Intérieur commises dans le stade sont considérées comme un manquement au contrat. C'est pourquoi le Règlement d'Ordre Intérieur fait expressément référence à la procédure d'exclusion civile. Le Règlement et les références y afférentes sont apposés de manière visible et lisible au minimum aux entrées du stade. Le recours à l'exclusion civile doit être considéré comme un signal fort et sensibilisant qui peut servir d'exemple. La pratique démontre que lorsque les supporters sont rappelés à l'ordre par leur propre club, cela a souvent un impact conséquent sur ces supporters(11).

Une procédure d'exclusion civile peut en outre coexister avec une procédure administrative ou judiciaire traditionnelle. L'un n'exclut pas l'autre étant donné qu'il s'agit d'une base juridique différente.

Par ailleurs, la procédure civile offre la possibilité de réagir particulièrement vite vu les délais de procédure très courts.

Dans ce cadre, les organisateurs sont priés d'accorder une attention particulière à leurs « supporters à risques » ou à certains groupes de supporters bien connus qui représentent un risque accru. Ces personnes ne sont pas représentatives de la majorité des supporters bien intentionnés.

De plus, le retrait temporaire de certains privilèges tels que l'organisation de cortèges, d'actions d'ambiance ou le fait d'apporter des tambours ou porte-voix peut induire un changement de comportement. C'est pourquoi il est fortement recommandé de conclure des accords clairs avec les éventuels groupes d'ambiance ou de supporters à risques.

En cas d'infraction impliquant des objets pyrotechniques, j'insiste fermement pour que les services de police mettent systématiquement les données nécessaires à la disposition de l'organisateur afin que ce dernier puisse entamer une procédure d'exclusion civile.

3.6.2. Clubs sanctionnés par la fédération sportive coordinatrice

Outre la possibilité d'imposer des amendes, la fédération sportive coordinatrice dispose également de la possibilité d'infliger aux clubs des sanctions supplémentaires telles que :

- le déroulement d'un match à huis clos ;
- l'interdiction de déplacement des supporters visiteurs ;
- la perte de points ;
- etc.

La grande majorité des supporters viennent au stade de football pour assister à un match et en 'profiter' pendant 90 minutes. Lors de l'imposition des sanctions précitées, il y a de grandes chances que les bons supporters exercent une forme de contrôle social à l'encontre des contrevenants, lesquels rencontreront davantage de difficultés pour commettre des actions réprouvables.

3.6.3. Une interdiction de stade immédiate comme mesure de sécurité imposée par les services de police

En vertu la loi football, les services de police(12) peuvent imposer immédiatement une interdiction de stade aux contrevenants dont le comportement démontre un manque de respect manifeste pour la politique de sécurité lors des matchs de football et susceptible de troubler l'ordre public. Par le biais de cette interdiction de stade, cette mesure a pour objectif d'anticiper toute récidive ou toute nouvelle infraction.

L'application de cette mesure doit reposer sur des constatations claires. Les services de police sont tenus d'informer immédiatement le contrevenant de cette interdiction de stade. La Cellule football se charge ensuite de confirmer la mesure de sécurité(13).

Je souhaite encourager les services de police à recourir à cette compétence de verbalisation afin d'exclure les supporters qui font usage de moyens pyrotechniques et de leur imposer immédiatement une interdiction de stade.

Conclusion

La sécurité lors des rencontres de football ne relève pas uniquement de la responsabilité des autorités mais il s'agit d'une responsabilité partagée. Chacun doit y contribuer et avant tout le monde du football qui est responsable de ce qui se déroule dans les stades et de l'impact que cela peut engendrer sur la sécurité.

Chaque club est légalement tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir les dommages aux personnes et aux biens.

J'invite donc les clubs et la fédération sportive coordinatrice à s'engager clairement dans des accords sur mesure, à élaborer un plan d'action adapté à chaque club, et à intégrer ces mesures dans la convention de sécurité annuelle conclue entre les organisateurs, les services de secours et les autorités administratives/policières.

Reglement. In deze context kunnen de in het stadion gepleegde inbreuken op het Reglement van Inwendige Orde worden gekwalificeerd als een contractuele wanprestatie. Het Reglement van Inwendige Orde verwijst daarom uitdrukkelijk naar de burgerrechtelijke uitsluitingsprocedure. Het Reglement zelf en de verwijzingen ernaar worden zichtbaar en leesbaar aangebracht, minstens bij de ingangen van het stadion. De burgerrechtelijke uitsluiting is in zijn algemeenheid hoe dan ook een krachtig en sensibiliserend signaal dat als voorbeeldwaarde belangrijk is. De praktijk toont aan dat wanneer supporters door hun eigen club tot de orde worden geroepen, dit vaak een bijzondere impact heeft op die supporters.(11)

Een burgerrechtelijke uitsluitingsprocedure kan parallel verlopen met bijvoorbeeld de traditionele administratieve of gerechtelijke procedure. Het ene sluit het andere niet uit, aangezien het om een verschillende rechtsgrond gaat.

Bovendien biedt de burgerrechtelijke procedure de mogelijkheid om bijzonder snel op de bal te spelen, gelet op de zeer korte proceduretermijnen.

Organisatoren worden verzocht om in dit kader een bijzondere aandacht te besteden aan hun zogenaamde risicosupporters of bepaalde welgekende supportersgroepen, die een verhoogd risico met zich meebrengen. Deze personen zijn niet representatief voor de overgrote aantallen goedmenende supporters.

Daarnaast kan het tijdelijk intrekken van bepaalde privileges zoals toestemming voor corteo's, sfeeracties, trommels of megafoon,... een impact en gedragswijziging teweegbrengen. Het is daarom ten eerste aan te bevelen daarover vooraf duidelijke afspraken te maken met eventuele (risico) supportersgroepen of sferagroepen.

Bij overtredingen met pyrotechniek dring ik er ten stelligste op aan dat de politiediensten systematisch de nodige gegevens ter beschikking stellen van de organisator, zodat deze de burgerrechtelijke uitsluitingsprocedure effectief kan opstarten.

3.6.2. Sanctioneren van clubs door de overkoepelende sportbond

Naast de mogelijkheid tot het opleggen van geldboetes beschikt de overkoepelende sportbond eveneens over de mogelijkheid om andere bijkomende sancties op te leggen aan de clubs zoals:

- spelen achter gesloten deuren;
- verbod om bezoekende supporters mee te nemen;
- verlies van punten;
- ...

Het grootste deel van de supporters komt naar het stadion om een voetbalwedstrijd bij te wonen en wil gedurende 90 minuten "genieten". Bij het opleggen van bovenstaande sancties zijn zij dan ook betrokken partij. De kans is zo reëel dat de gewone supporters een vorm van sociale controle gaan uitoefenen ten aanzien van de overtreddende supporters die daardoor meer problemen gaan ondervinden om laakbare acties te plegen.

3.6.3 Een onmiddellijk stadionverbod als beveiligingsmaatregel opgelegd door de politiediensten

Op basis van de voetbalwet kunnen politiediensten(12) een onmiddellijk stadionverbod opleggen aan overtredders wiens gedrag getuigt van een duidelijk gebrek aan respect voor het veiligheidsbeleid rond voetbalwedstrijden en dat de openbare orde kon verstoren. Met dit stadionverbod wordt geanticipeerd op het risico van een herhaling of een nieuwe inbreuk.

Voor de toepassing van dit instrument moeten er duidelijke vaststellingen aan de basis liggen. De overtredder dient onmiddellijk door de politiedienst in kennis te worden gesteld van dit stadionverbod. De Voetbalcel zal oordelen of zij de beveiligingsmaatregel bevestigt(13).

Ik wens de politiediensten ertoe aan te zetten om gebruik te maken van deze verbaliseringsbevoegdheid, zodanig dat de supporters die pyrotechnische middelen gebruiken worden uitgesloten en onmiddellijk een stadionverbod krijgen.

Slot

Het is overduidelijk dat voetbalveiligheid niet de verantwoordelijkheid is van de overheid alleen, maar wel een gedeelde verantwoordelijkheid.

Iedere club is wettelijk verplicht om alle noodzakelijke voorzorgsmaatregelen te nemen om schade aan personen en goederen te voorkomen.

Ik verzoek de clubs en de overkoepende sportbonden dan ook sterk in te zetten op afspraken op maat, een actieplan uit te werken per club en om deze maatregelen ter bestendiging op te nemen in de jaarlijkse veiligheidsovereenkomst tussen de organisatoren, hulpdiensten en de bestuurlijke en politieke overheden.

Outre les investissements dans ces mesures, le déploiement de nouvelles technologies et l'échange de bonnes pratiques, la poursuite des contrevenants s'avère cruciale. La politique d'un prêt pour un rendu implique que tout le monde apporte sa contribution. L'exclusion civile et l'interdiction immédiate de stade à titre de mesure de sécurité offrent à cet égard une valeur ajoutée par rapport à la procédure prévue dans la loi football. Elles renforcent la politique de tolérance zéro.

Je demande aux autorités administratives et policières, aux clubs de football et aux associations sportives coordinatrices de continuer à développer et partager des bonnes pratiques et de ne laisser aucune place à la tolérance en matière d'utilisation illégale d'objets pyrotechniques dans les stades. La Cellule football du SPF Intérieur interviendra de manière suffisamment stricte à l'égard de supporters qui ne veulent pas comprendre le message ou à l'égard d'organisateurs qui n'investissent pas suffisamment dans l'approche de ce phénomène.

Pour toute question concernant cette circulaire, je vous invite à contacter la Cellule Football de la Direction générale Sécurité et Prévention à l'adresse suivante : cellfoot@ibz.fgov.be

Je vous prie de croire, Mesdames, Messieurs, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

P. DE CREM,
Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur

Notes

(1) Loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, modifiée par la loi du 10 mars 2003, la loi du 27 décembre 2004, la loi du 25 avril 2007, la loi du 14 avril 2011, la loi du 27 juin 2016, la loi du 21 juillet 2016 et la loi du 3 juin 2018.

(2) Voir également la circulaire du 31 janvier 2019 concernant l'application de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football.

(3) <https://economie.fgov.be>

(4) Dr. Tom Smith, Pyrotechnics in Stadia, Health and Safety issues relating to the use of pyrotechnics in football stadia, novembre 2016.

(5) Sur la base de l'article 11 de la loi football, la fédération sportive coordinatrice est tenue de prendre les mesures suivantes : en tout cas assurer une coordination permanente des obligations des organisateurs susmentionnées et pour autant que cela s'avère nécessaire, mettre à la disposition des organisateurs des moyens pour leur permettre de se conformer à leurs obligations particulières. Si ces mesures mentionnées ne sont pas suffisantes, participer elle-même directement et activement à leur exécution de sorte que les obligations particulières soient exécutées, et cela de manière coordonnée.

(6) Article 3 de la loi football : « Sans préjudice des mesures fixées par ou en vertu de la loi que l'organisateur d'un match de football doit prévoir et sans préjudice des mesures prises par les autorités compétentes, l'organisateur de tout match de football a l'obligation de prendre toutes les mesures de précaution nécessaires pour prévenir les atteintes aux personnes et aux biens, en ce compris toutes les dispositions concrètes pour prévenir les débordements commis par les spectateurs.

Afin de déterminer la portée de cette obligation, il est entre autres tenu compte des conventions conclues entre d'une part l'organisateur, et d'autre part les services de secours et les autorités ou services administratifs et policiers. »

Article 5 de la loi football : « Les organisateurs de matches nationaux de football relevant du championnat national ou de matches de football relevant du championnat de troisième division nationale sont tenus de conclure au plus tard le 21 juillet de chaque année une convention relative à leurs obligations avec les services de secours et les autorités ou services administratifs et policiers, ou au moins huit jours avant le début du championnat si celui-ci commence avant le 21 juillet. »

(7) En ce qui concerne la portée intrinsèque de cette obligation, il convient de se concentrer sur les dispositions reprises aux articles 10 et 10bis de la loi football et à l'article 2 de l'arrêté royal du 6 juillet 2013 contenant les normes de sécurité à respecter dans les stades de football.

(8) L'article 23ter, 1^{er} et 2^{ème} alinéa de la loi football stipule : « Pourra encourir une ou plusieurs sanctions prévues aux articles 24, 24ter et 24quater, quiconque introduit, tente d'introduire, est en possession ou utilise dans le stade ou dans son périmètre des objets pyrotechniques destinés à produire des lueurs, de la fumée ou du bruit.

Pourra encourir une ou plusieurs sanctions prévues aux articles 24, 24ter et 24quater, quiconque utilise sur le territoire du Royaume, en raison et à l'occasion d'un match de football, des objets pyrotechniques destinés à produire des lueurs, de la fumée ou du bruit. »

Naast investeringen in voorzorgsmaatregelen, het inzetten van nieuwe technologieën en de uitwisseling van goede praktijken, is het vervolgen van overtreders een cruciale factor. Een toereikend lik-op-stuk beleid houdt in dat iedereen zijn bijdrage levert. Het middel van de burgerrechtelijke uitsluiting en het onmiddellijke stadionverbod als beveiligingsmaatregel bieden daarbij een toegevoegde waarde op procedures op basis van de voetbalwet. Zij zetten een noodzakelijk beleid van nultolerantie sterk kracht bij.

Ik verzoek de bestuurlijke en politieke overheden, de voetbalclubs en de overkoepelende sportbonden om verder goede praktijken te ontwikkelen en te delen en om geen enkele ruimte te laten voor een gedoogbeleid inzake illegaal gebruik van pyrotechniek in voetbalstadions. Aan de Voetbalcel van de FOD Binnenlandse Zaken heb ik gevraagd om voldoende streng op te treden ten aanzien van die supporters die de boodschap niet willen begrijpen of ten aanzien van die organisatoren die niet afdoende mee investeren in de aanpak van het fenomeen.

Voor vragen omtrent deze omzendbrief, kan u terecht bij de Voetbalcel binnen de Algemene Directie Veiligheid en Preventie, via het algemene e-mailadres cellfoot@ibz.fgov.be

Met de meeste hoogachting,

P. DE CREM,
Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken

Nota's

(1) Wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, gewijzigd bij wet van 10 maart 2003, bij wet van 27 december 2004, bij wet van 25 april 2007, bij wet van 14 april 2011, bij wet van 27 juni 2016, bij wet van 21 juli 2016 en bij wet van 3 juni 2018.

(2) Zie ook naar de omzendbrief van 31 januari 2019 aangaande de toepassing van wet van 21 december 1998 betreffende veiligheid bij voetbalwedstrijden, laatst gewijzigd bij wet van 3 juni 2018.

(3) <https://economie.fgov.be>

(4) Dr. Tom Smith, Pyrotechnics in Stadia, Health and Safety issues relating to the use of pyrotechnics in football stadia, november 2016.

(5) De overkoepelde sportbond heeft op basis van artikel 11 van de voetbalwet de verplichting om in elk geval een permanente coördinatie te verzekeren van voornoemde verplichtingen van de organisator en om voor zover nodig blijkt, middelen ter beschikking te stellen van de organisatoren om hen in staat te stellen hun bijzondere verplichtingen na te komen. Voor zover die maatregelen niet toereikend zijn, dient zij zelf rechtstreeks en actief aan de uitvoering ervan deel te nemen zodat de bijzondere verplichtingen worden uitgevoerd en dit op gecoördineerde wijze.

(6) Artikel 3 voetbalwet: "onverminderd de door of krachtens de wet nader bepaalde maatregelen te treffen door de organisator van een voetbalwedstrijd en onverminderd de door de bevoegde overheden genomen maatregelen, rust op de organisator van elke voetbalwedstrijd de verplichting om alle noodzakelijke voorzorgsmaatregelen te nemen om schade aan personen en goederen te voorkomen, daaronder begrepen alle praktische maatregelen tot voorkoming van wangedrag door toeschouwers.

Om de draagwijdte van deze verplichting te bepalen wordt onder meer rekening gehouden met overeenkomsten die aangegaan worden tussen de organisator enerzijds en de hulpdiensten en de bestuurlijke en politieke overheden of diensten anderzijds."

Artikel 5 voetbalwet: "De organisatoren van nationale voetbalwedstrijden die behoren tot het nationaal kampioenschap, hetzij voetbalwedstrijden die behoren tot het kampioenschap van de derde nationale afdeling, zijn ertoe gehouden om met betrekking tot hun verplichtingen uiterlijk 21 juli van elk jaar een overeenkomst af te sluiten met de hulpdiensten en de bestuurlijke en politieke overheden of diensten, of op zijn minst acht dagen voor het begin van het kampioenschap indien dit kampioenschap aanvangt voor 21 juli."

(7) Voor wat betreft de inhoudelijke reikwijdte van deze verplichting is tevens de aandacht te vestigen op de bepalingen opgenomen in het artikel 10 en artikel 10bis van de voetbalwet en het artikel 2 van het koninklijk besluit van 6 juli 2013 houdende de in voetbalstadions na te leven veiligheidsnormen.

(8) Artikel 23ter, 1e en 2e lid, van de voetbalwet stelt dat eenieder die pyrotechnische voorwerpen bedoeld om licht, rook of lawaai te produceren binnenbrengt, poogt binnen te brengen of in het bezit is van zulke voorwerpen of deze gebruikt in het stadion of in de perimetre, kan een of meer sancties oplopen als bepaald in de artikelen 24, 24ter en 24quater.

Eenieder die pyrotechnische voorwerpen bedoeld om licht, rook of lawaai te produceren gebruikt op het grondgebied van het Koninkrijk omwille van en ter gelegenheid van een voetbalwedstrijd, kan een of meer sancties oplopen als bepaald in de artikelen 24, 24ter en 24quater.

Le volet 'supporters' de la loi football est applicable à toute personne (et donc pas uniquement les supporters, mais également les joueurs, le staff, la direction, les stewards, etc.) âgée de 14 ans et plus aux faits commis pendant toute la période durant laquelle le stade où se déroule un match international de football, un match national de football féminin, un match national de football de jeunes ou un match de football auquel participe au moins une équipe des divisions nationales est accessible aux spectateurs.

(9) Article 23^{ter}, 3^e alinéa de la loi football.

(10) Le seul engin pyrotechnique qui peut éventuellement être admis dans un stade est celui qui est prévu par l'organisateur et qui est exclusivement manipulé par une firme professionnelle. Comme mentionné supra, il s'agit d'une disposition exceptionnelle prévue légalement et des conditions spécifiques y sont assorties. D'autres exceptions ne sont pas admises.

(11) Sur base de la loi football, des données personnelles peuvent être communiquées par les services de police à un responsable de la sécurité en vue de l'application de la procédure d'exclusions civiles.

(12) ou le Procureur du Roi, dans le cas de constatation d'une infraction ou d'un fait qualifié d'infraction.

(13) Cette confirmation doit avoir lieu dans les 14 jours suivants la date de l'infraction. La décision des services de police d'imposer immédiatement une interdiction de stade est caduque si elle n'est pas confirmée par la Cellule football. Une interdiction de stade à titre de mesure de sécurité confirmée n'est valable que pour un délai de maximum trois mois à compter de la date des faits, et cesse en tout cas d'exister si une interdiction administrative (ou judiciaire) de stade est prononcée via la procédure de fond habituelle.

Het luik supporters van de voetbalwet is van toepassing op elke persoon (dus niet alleen supporters, maar ook spelers, staff, bestuur, stewards, etc.) vanaf de leeftijd van 14 jaar. Dit voor feiten gepleegd gedurende de ganse periode tijdens welke het stadion toegankelijk is voor de toeschouwers en waarin een internationale voetbalwedstrijd, een nationale vrouwenvoetbalwedstrijd, een nationale jeugdvoetbalwedstrijd of een wedstrijd waaraan minstens een team uit de nationale afdelingen, deelneemt, plaatsvindt.

(9) Artikel 23^{ter}, 3^e lid, voetbalwet.

(10) Het enige pyrotechnisch materiaal dat in een stadion mogelijk kan toegelaten zijn, is datgene dat door de organisator wordt georganiseerd én uitsluitend door een professionele firma wordt uitgevoerd. Zoals supra aangehaald betreft het een wettelijk voorziene uitzonderingsbepaling en worden er specifieke voorwaarden aan gekoppeld. Andere uitzonderingen zijn er niet.

(11) Op basis van de voetbalwet kunnen gepersonaliseerde gegevens door de politiediensten aan een veiligheidsverantwoordelijke worden meegedeeld met het oog op het toepassen van de procedure van burgerrechtelijke uitsluitingen.

(12) of in het geval van vaststelling van een misdrijf of een als misdrijf gewalificeerd feit, de procureur des Konings.

(13) Bevestiging gebeurt binnen de 14 dagen na datum van de inbreuk. De beslissing van de politiedienst om een stadionverbod als beveiligingsmaatregel op te leggen, vervalt indien zij niet werd bevestigd door de Voetbalcel. Een bevestigd stadionverbod als beveiligingsmaatregel is slechts geldig voor een termijn van ten hoogste drie maanden te rekenen van de datum van de feiten, en houdt in elk geval op te bestaan indien een administratief (of gerechtelijk) stadionverbod wordt uitgesproken via de gebruikelijke procedure ten gronde.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines

*Publications prescrites par l'article 770
du Code civil*

[2019/55540]

Succession en déshérence de Claeys, Diana Leona

Mme Claeys, Diana Leona, née à Alost le 3 août 1932, fille de Achilles Claeys et de Yvonna Keppens, domiciliée à 1853 Grimbergen, Grotewinkellaan 33, est décédée à Vilvoorde le 15 mai 2015, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale - Services patrimoniaux tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Bruxelles, a par ordonnance du 19 février 2019, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Bruxelles, le 1^{er} mars 2019.

Le conseiller général des Services patrimoniaux,
Wim Servranckx

(55540)

Succession en déshérence de Cleris, Jeanne

Mme Cleris, Jeanne, née à Bruxelles le 15 septembre 1924, domiciliée à 1500 Halle, Monseigneur Sencierraat 4, est décédée à Halle le 16 avril 2012, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale - Services patrimoniaux tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Bruxelles, a par ordonnance du 19 février 2019, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Bruxelles, le 1^{er} mars 2019.

Le conseiller général des Services patrimoniaux,
Wim Servranckx

(55541)

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

Administratie van het kadaster, registratie en domeinen

*Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770
van het Burgerlijk Wetboek*

[2019/55540]

Erfloze nalatenschap van Claeys, Diana Leona

Mevr. Claeys, Diana Leona, geboren te Aalst op 3 augustus 1932, dochter van Achilles Claeys en van Yvonna Keppens, wonende te 1853 Grimbergen, Grotewinkellaan 33, is overleden te Vilvoorde op 15 mei 2015, zonder gekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie - Patrimoniumdiensten, om namens de Staat, de inbezitstelling te bekomen van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Brussel, bij bevelschrift van 19 februari 2019, de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Brussel, 1 maart 2019.

De adviseur-generaal van de Patrimoniumdiensten,
Wim Servranckx

(55540)

Erfloze nalatenschap van Cleris, Jeanne

Mevr. Cleris, Jeanne, geboren te Brussel op 15 september 1924, wonende te 1500 Halle, Monseigneur Sencierraat 4, is overleden te Halle op 16 april 2012, zonder gekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie - Patrimoniumdiensten, om namens de Staat, de inbezitstelling te bekomen van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Brussel, bij bevelschrift van 19 februari 2019, de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Brussel, 1 maart 2019.

De adviseur-generaal van de Patrimoniumdiensten,
Wim Servranckx

(55541)